

Art. 5. Deze ordonnantie treedt in werking op 31 december 2015.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 18 december 2015.

Het Lid van het Verenigd College bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, het Openbaar Ambt, de Financiën, de Begroting en de Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

Het Lid van het Verenigd College bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, het Openbaar Ambt, de Financiën, de Begroting en de Externe Betrekkingen,

D. GOSUIN

Het Lid van het Verenigd College bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen, het Gezinsbeleid en de Filmkeuring,

P. SMET

Het Lid van het Verenigd College bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen, het Gezinsbeleid en de Filmkeuring,

Mevr. C. FREMAULT

Nota

Documenten van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie : Gewone zitting 2015/2016. B-42/1. — Voorstel van ordonnantie. B-42/2. — Advies van de Raad van State. B-42/3. — Verslag.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van vrijdag 18 december 2015.

Art. 5. La présente ordonnance entre en vigueur le 31 décembre 2015.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 18 décembre 2015.

Le Membre du Collège réuni compétent pour la Politique de la Santé, la Fonction publique, les Finances, le Budget et les Relations extérieures,

G. VANHENGEL

Le Membre du Collège réuni compétent pour la Politique de la Santé, la Fonction publique, les Finances, le Budget et les Relations extérieures,

D. GOSUIN

Le Membre du Collège réuni compétent pour la Politique d'Aide aux Personnes, les Prestations familiales et le Contrôle des Films,

P. SMET

La Membre du Collège réuni compétent pour la Politique d'Aide aux Personnes, les Prestations familiales et le Contrôle des Films,

Mme C. FREMAULT

Note

Documents de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune : Session ordinaire 2015/206. B-42/1. — Proposition d'ordonnance. B-42/2. — Avis du Conseil d'Etat. B-42/3. — Rapport.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du vendredi 18 décembre 2015.

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2016/31020]

2 AVRIL 2015. — Décret portant assentiment à l'Accord-cadre établissant un partenariat entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, fait à Bruxelles le 10 mai 2010

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons et promulguons ce qui suit:

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127 et 128 de celle-ci.

Art. 2. L'Accord-cadre établissant un partenariat entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, fait à Bruxelles le 10 mai 2010, sortira son plein et entier effet.

Annexe au décret portant assentiment à l'Accord-cadre établissant un partenariat entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, fait à Bruxelles le 10 mai 2010

Accord-cadre de partenariat entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part

L'Union européenne, ci-après dénommée « l'Union »,

et

le Royaume de Belgique,

la République de Bulgarie,

la République tchèque,

le Royaume de Danemark,

la République fédérale d'Allemagne,

la République d'Estonie,

l'Irlande

la République hellénique,

le Royaume d'Espagne,

la République française,

la République italienne,

la République de Chypre,

la République de Lettonie,

la République de Lituanie,

le Grand-Duché de Luxembourg,

la République de Hongrie,

Malte,

le Royaume des Pays-Bas,

la République d'Autriche,

la République de Pologne,

la République portugaise,

la Roumanie,

a République de Slovénie,
la République slovaque,
la République de Finlande,
le Royaume de Suède,
le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du nord,
parties contractantes au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,
ci-après dénommées « les États membres »,
d'une part, et
la République de Corée,
d'autre part,
ci-après dénommés collectivement « les parties »;

Considérant leurs liens traditionnels d'amitié et les liens historiques, politiques et économiques qui les unissent;

Rappelant l'accord-cadre de commerce et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Luxembourg le 28 octobre 1996 et qui est entré en vigueur le 1^{er} avril 2001;

Tenant compte du processus accéléré par lequel l'Union européenne acquiert sa propre identité dans les domaines de la politique étrangère ainsi que de la sécurité et de la justice;

Conscientes du rôle et de la responsabilité croissants assumés par la République de Corée au sein de la communauté internationale;

Soulignant le caractère complet de leur relation et l'importance que revêtent des efforts continus pour la préservation d'une cohérence générale;

Confirmant leur désir de conserver et de développer leur dialogue politique régulier, qui se fonde sur des valeurs et des aspirations partagées;

Exprimant leur volonté commune d'élever leurs relations au niveau d'un partenariat renforcé, notamment dans les domaines politique, économique, social et culturel;

Déterminées, à cet égard, à consolider, approfondir et diversifier leurs relations dans des domaines d'intérêt commun, aux niveaux bilatéral, régional et mondial, et sur une base d'égalité, de respect de la souveraineté, de non-discrimination et d'avantages mutuels;

Réaffirmant leur ferme attachement aux principes démocratiques et aux droits de l'homme, établis dans la déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres instruments internationaux pertinents en la matière, ainsi qu'aux principes de l'État de droit et de la bonne gouvernance;

Réaffirmant leur détermination à lutter contre les crimes les plus graves qui touchent l'ensemble de la communauté internationale et leur conviction qu'il convient de traduire en justice les auteurs des infractions de portée internationale les plus graves en adoptant des mesures au niveau national et en renforçant la collaboration à l'échelon mondial;

Considérant que le terrorisme est une menace contre la sécurité mondiale, souhaitant intensifier leur dialogue et leur coopération dans la lutte contre le terrorisme, conformément aux instruments internationaux en la matière, en particulier la résolution 1373 du Conseil de sécurité des Nations Unies, et réaffirmant que le respect des droits de l'homme et de l'État de droit constituent la base fondamentale de la lutte contre le terrorisme;

Partageant la conviction que la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs constitue une menace grave pour la sécurité internationale, reconnaissant la volonté de la communauté internationale de lutter contre cette prolifération comme l'atteste l'adoption de plusieurs conventions internationales et résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies, notamment de la résolution 1540, et souhaitant renforcer leur dialogue et leur coopération dans ce domaine;

Reconnaissant la nécessité d'une coopération renforcée dans les domaines de la justice, de la liberté et de la sécurité;

Rappelant, à cet égard, que les dispositions de l'accord qui relèvent de la troisième partie, titre V, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne lient le Royaume-Uni et l'Irlande en tant que parties contractantes distinctes et non en qualité de partie de l'Union européenne jusqu'à ce que l'Union européenne notifie (le cas échéant) à la République de Corée que l'un ou l'autre de ces deux États est désormais lié pour ces questions en tant que membre de l'Union européenne, conformément au protocole sur la position du Royaume-Uni et de l'Irlande annexé au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et que la même remarque s'applique au Danemark, conformément au protocole correspondant annexé auxdits traités;

Reconnaissant leur désir de promouvoir le développement durable dans ses dimensions économique, sociale et environnementale;

Exprimant leur détermination à assurer un niveau élevé de protection environnementale et à coopérer dans la lutte contre le changement climatique;

Rappelant leur soutien en faveur d'une mondialisation équitable, des objectifs de plein emploi productif et d'un travail décent pour tous;

Reconnaissant que les échanges commerciaux et les flux d'investissement entre les parties, organisés sur la base des règles mondiales régissant le système commercial sous les auspices de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ont été florissants;

Désireuses de garantir et de promouvoir les conditions nécessaires à l'accroissement et au développement durables des échanges commerciaux et des investissements entre les parties, dans leur intérêt mutuel, notamment en instituant une zone de libre-échange;

S'accordant sur la nécessité de fournir des efforts collectifs afin de faire face à des problèmes mondiaux tels que le terrorisme, les crimes graves ayant une portée internationale, la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, le changement climatique, l'insécurité énergétique et des ressources, la pauvreté et la crise financière;

Déterminées à renforcer la coopération dans des domaines d'intérêt commun, notamment la promotion des principes démocratiques et le respect des droits de l'homme, la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive, la lutte contre le commerce illégal d'armes de petit calibre et d'armes légères, la prise de mesures à l'encontre des crimes les plus graves qui touchent l'ensemble de la communauté internationale, la lutte contre le terrorisme, la coopération dans les organisations régionales et internationales, le commerce et les investissements, le dialogue sur la politique économique, la coopération entre entreprises, la fiscalité, les douanes, la politique de la concurrence; la société de l'information, la science et la technologie, l'énergie, les transports, la politique relative aux transports maritimes, la politique des consommateurs, la santé, l'emploi et les affaires sociales, l'environnement et les ressources naturelles, le changement climatique, l'agriculture, le développement rural et la sylviculture, les ressources marines et la pêche, l'aide au développement, la culture, l'information, la communication, le secteur audiovisuel et les médias, l'éducation, l'État de droit, la coopération juridique, la protection des données à caractère personnel, les migrations, la lutte contre les drogues illicites, la lutte contre la criminalité organisée et la corruption, la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, la lutte contre la cybercriminalité, le maintien de l'ordre, le tourisme, la société civile, l'administration publique et les statistiques;

Conscientes de l'importance qu'il y a de faciliter la participation à la coopération des personnes et des entités directement intéressées, et surtout des opérateurs économiques et de leurs organisations représentatives;

Reconnaissant qu'il est souhaitable de renforcer le rôle et le profil de chacune des deux parties dans la région de l'autre et d'encourager les contacts interpersonnels entre elles,

Sont convenues de ce qui suit :

TITRE I^{er}. — *Fondement et champ d'application*

Article 1^{er}

Fondement de la coopération

1. Les parties confirment leur attachement aux principes démocratiques, aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales ainsi qu'à l'État de droit. Le respect des principes démocratiques, des droits de l'homme et des libertés fondamentales inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, qui reflètent le principe de l'État de droit, sous-tend les politiques intérieures et internationales des deux parties et constitue un aspect essentiel du présent accord.

2. Les parties confirment leur attachement à la Charte des Nations Unies et leur soutien en faveur des valeurs communes qui y sont énoncées.

3. Les parties réaffirment leur volonté de promouvoir le développement durable sous toutes ses formes, qu'il s'agisse d'encourager la croissance économique, de contribuer à la réalisation des objectifs de développement définis sur le plan international et de coopérer pour relever les défis environnementaux mondiaux, en particulier en ce qui concerne le changement climatique.

4. Les parties réaffirment également leur attachement aux principes de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption, compte tenu notamment de leurs obligations internationales.

5. Les parties soulignent leur attachement commun au caractère complet des relations bilatérales et à la préservation d'une cohérence générale à cet égard.

6. Les parties conviennent d'élever leurs relations au niveau d'un partenariat renforcé et de développer des domaines de coopération aux niveaux bilatéral, régional et mondial.

7. La mise en œuvre du présent accord entre parties partageant les mêmes valeurs et respectant les mêmes principes se fonde par conséquent sur le dialogue, le respect mutuel, un partenariat équitable, le multilatéralisme, le consensus et le respect du droit international.

Article 2

Objectifs de la coopération

1. En vue de renforcer leur coopération, les parties s'engagent à intensifier leur dialogue politique et à développer leurs relations économiques. Leurs efforts visent en particulier à :

a) s'accorder sur une vision d'avenir en ce qui concerne le renforcement de leur partenariat et la mise en place de projets conjoints destinés à mettre en œuvre cette vision;

b) mener un dialogue politique régulier;

c) promouvoir des efforts collectifs dans toutes les enceintes et organisations régionales et internationales compétentes afin de répondre aux problèmes de portée mondiale;

d) encourager la coopération économique dans des domaines d'intérêt commun, et notamment la coopération dans le domaine des sciences et de la technologie, afin de diversifier les échanges pour leur bénéfice mutuel;

e) favoriser la coopération entre entreprises en facilitant les investissements de part et d'autre et en promouvant une meilleure compréhension mutuelle;

f) renforcer la participation respective aux programmes de coopération de chacune des parties qui sont ouverts à l'autre partie;

g) renforcer le rôle et le profil de chacune des deux parties dans la région de l'autre, par divers moyens tels que les échanges culturels, l'utilisation des technologies de l'information et l'éducation;

h) promouvoir les contacts interpersonnels et la compréhension mutuelle.

2. Sur la base de leur partenariat établi de longue date et de leurs valeurs communes, les parties s'engagent à renforcer leur coopération et leur dialogue sur toutes les questions d'intérêt commun. Leurs efforts visent en particulier à :

a) renforcer le dialogue politique et la coopération, notamment en ce qui concerne les droits de l'homme, la non-prolifération des armes de destruction massive, les armes légères et de petit calibre, les crimes les plus graves qui préoccupent la communauté internationale et la lutte antiterroriste;

b) renforcer la coopération dans tous les domaines d'intérêt commun liés aux échanges et aux investissements et assurer les conditions d'une progression durable des échanges et des investissements entre les parties dans leur intérêt mutuel;

c) renforcer la coopération dans le domaine de la coopération économique, notamment le dialogue en matière de politique économique, la coopération entre entreprises, la fiscalité, les douanes, la politique de la concurrence; la société de l'information, la science et la technologie, l'énergie, les transports, la politique relative aux transports maritimes et la politique des consommateurs;

d) renforcer la coopération dans les domaines du développement durable, notamment en ce qui concerne la santé, de l'emploi et des affaires sociales, de l'environnement et des ressources naturelles, du changement climatique, de l'agriculture, du développement rural et de la sylviculture, des ressources marines et de la pêche ainsi que de l'aide au développement;

e) renforcer la coopération dans les domaines de la culture, de l'information, de la communication, de l'audiovisuel et des médias ainsi que de l'éducation;

f) renforcer la coopération dans les domaines de la justice, de la liberté et de la sécurité, notamment l'État de droit, de la coopération juridique, de la protection des données à caractère personnel, des migrations, de la lutte contre les drogues illicites, de la lutte contre la criminalité organisée et la corruption, de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, de la lutte contre la cybercriminalité et du maintien de l'ordre;

g) renforcer la coopération dans d'autres domaines d'intérêt commun tels que le tourisme, la société civile, l'administration publique et les statistiques.

TITRE II. — *Dialogue politique et coopération*

Article 3

Dialogue politique

1. Un dialogue politique régulier, fondé sur des valeurs et des aspirations communes, est établi entre la République de Corée et l'Union européenne. Il a lieu conformément aux procédures convenues entre la République de Corée et l'Union européenne.

2. Le dialogue politique vise à :

a) souligner l'attachement des parties à la démocratie et au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

b) promouvoir des solutions pacifiques aux conflits internationaux ou régionaux et le renforcement des Nations Unies et d'autres organisations internationales;

c) renforcer les consultations stratégiques sur des questions de sécurité internationale telles que la limitation des armements et le désarmement, la non-prolifération des armes de destruction massive et le transfert international d'armes conventionnelles;

d) engager une réflexion sur les principales questions internationales d'intérêt commun en augmentant l'échange d'informations pertinentes, tant entre les deux parties qu'au sein des enceintes internationales;

e) renforcer les consultations sur les questions présentant un intérêt particulier pour les pays des régions Asie-Pacifique et Europe, dans le but de promouvoir la paix, la stabilité et la prospérité dans les deux régions.

3. Le dialogue entre les parties a lieu à travers des contacts, des échanges et des consultations, et se concrétise notamment par :

a) des réunions au sommet au niveau des dirigeants, qui auront lieu chaque fois que les parties le jugeront nécessaire;

b) des consultations annuelles au niveau ministériel, qui auront lieu dans un lieu convenu par les parties;

c) des réunions d'information au niveau des hauts fonctionnaires sur les principaux événements de l'actualité nationale ou internationale;

d) des dialogues sectoriels sur des questions d'intérêt commun;

e) des échanges de délégations entre le Parlement européen et l'Assemblée nationale de la République de Corée.

Article 4

Lutte contre la prolifération des armes de destruction massive

1. Les parties estiment que la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, au profit d'acteurs étatiques et non étatiques, constitue l'une des menaces les plus graves pour la stabilité et la sécurité internationales.

2. Les parties conviennent dès lors de coopérer et de contribuer à la lutte contre la prolifération d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs en mettant pleinement en œuvre les obligations juridiques respectives qui leur incombent actuellement en matière de désarmement et de non-prolifération et d'autres instruments pertinents qu'elles ont adoptés. Elles s'accordent à reconnaître que cette disposition constitue un élément essentiel du présent accord.

3. Les parties conviennent en outre de coopérer et de contribuer à la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs :

a) en prenant des mesures en vue de signer ou de ratifier tous les autres instruments internationaux pertinents, ou d'y adhérer, selon le cas, et en vue de les mettre pleinement en œuvre;

b) en mettant en place un système efficace de contrôle national des exportations, destiné à prévenir la prolifération des armes de destruction massive et des marchandises et technologies liées, consistant en un contrôle de l'utilisation finale de celles-ci et comportant des sanctions civiles et pénales efficaces en cas d'infraction aux contrôles des exportations.

4. Les parties conviennent que leur dialogue politique accompagnera et renforcera ces éléments.

Article 5

Armes légères et de petit calibre

1. Les parties reconnaissent que la fabrication, le transfert et la circulation de manière illégale d'armes légères et de petit calibre, y compris de leurs munitions, ainsi que l'accumulation excessive, la gestion déficiente, les stocks insuffisamment sécurisés et la dissémination incontrôlée de ces armes, continuent de faire peser une grave menace sur la paix et la sécurité internationales.

2. Les parties conviennent de mettre en œuvre leurs engagements respectifs visant à lutter contre le commerce illégal des armes légères et de petit calibre, y compris de leurs munitions, dans le cadre d'instruments internationaux, notamment du programme d'action des Nations Unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous toutes ses formes, de l'instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites ainsi que des obligations découlant des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies.

3. Les parties s'engagent à coopérer et à assurer la coordination, la complémentarité et la synergie de leurs efforts de lutte contre le commerce illégal des armes légères et de petit calibre, y compris de leurs munitions, aux niveaux mondial, régional, sous-régional et national.

Article 6

Crimes les plus graves qui préoccupent la communauté internationale

1. Les parties réaffirment que les crimes les plus graves qui préoccupent l'ensemble de la communauté internationale ne sauraient rester impunis et que leur répression doit être effectivement assurée en prenant des mesures nationales et en renforçant la coopération internationale s'il y a lieu, notamment avec la Cour pénale internationale. Elles conviennent de soutenir pleinement l'universalité et l'intégrité du statut de Rome instituant la Cour pénale internationale et des instruments connexes.

2. Les parties reconnaissent le caractère bénéfique d'un dialogue sur ce sujet.

Article 7

Coopération en matière de lutte contre le terrorisme

1. Les parties, réaffirmant l'importance de la lutte contre le terrorisme et conformément aux conventions internationales applicables, notamment en ce qui concerne le droit humanitaire international et la législation internationale relative aux droits de l'homme et aux réfugiés, ainsi que conformément à leurs législations et réglementations respectives, et compte tenu de la stratégie mondiale contre le terrorisme adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution n° 60/288 du 8 septembre 2006, conviennent de coopérer à la prévention et à l'éradication des actes terroristes.

2. Les parties coopèrent en particulier :

a) dans le cadre de la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies et des obligations respectives qui leur incombent en vertu d'autres conventions et instruments internationaux pertinents;

b) par un échange d'informations sur les groupes terroristes et leurs réseaux de soutien, conformément au droit international et national;

c) par des échanges de vues sur les moyens et les méthodes utilisés pour lutter contre le terrorisme, en particulier sur le plan technique et en matière de formation, et par des échanges d'expérience dans le domaine de la prévention du terrorisme;

d) en approfondissant le consensus international sur la lutte contre le terrorisme, y compris en ce qui concerne la définition juridique d'actes terroristes, le cas échéant, et en œuvrant en particulier à l'élaboration d'un accord sur la convention générale contre le terrorisme international;

e) en partageant les meilleures pratiques en matière de protection des droits de l'homme dans leur lutte contre le terrorisme.

TITRE III. — Coopération dans les organisations régionales et internationales

Article 8

Coopération dans les organisations régionales et internationales

Les parties s'engagent à coopérer et à échanger leurs vues dans les instances et organisations régionales et internationales telles que les Nations Unies, l'Organisation internationale du travail (OIT), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'OMC, le Sommet Asie-Europe (ASEM) et le Forum régional de l'ANASE (FRA).

TITRE IV. — Coopération en matière de développement économique

Article 9

Commerce et investissements

1. Les parties s'engagent à coopérer afin de garantir les conditions nécessaires à l'accroissement et à l'expansion durables des échanges et des investissements entre elles, dans leur intérêt mutuel, et à en faire la promotion. Les parties s'engagent à dialoguer et à renforcer la coopération dans tous les domaines d'intérêt commun liés aux échanges commerciaux et aux investissements afin de faciliter des flux d'échanges et d'investissements durables, de prévenir et de supprimer les obstacles au commerce et aux investissements et de faire avancer le système commercial multilatéral.

2. À cet effet, les parties mettent en œuvre leur coopération dans le domaine des échanges et des investissements au moyen de l'accord instituant une zone de libre-échange. Ledit accord constitue un accord spécifique rendant effectives les dispositions commerciales du présent accord, conformément à l'article 43.

3. Les parties se tiennent informées de l'évolution des échanges bilatéraux et internationaux, des investissements ainsi que des stratégies et problèmes en la matière et procèdent à des échanges de vues.

Article 10

Dialogue sur la politique économique

1. Les parties conviennent de renforcer le dialogue entre leurs autorités et de promouvoir l'échange d'informations et le partage d'expériences sur les politiques et les tendances macroéconomiques.

2. Les parties conviennent de renforcer le dialogue et la coopération afin d'améliorer la comptabilité, l'audit ainsi que les systèmes de supervision et de réglementation dans les domaines de la banque et de l'assurance et ainsi que dans d'autres segments du secteur financier.

Article 11
Coopération entre entreprises

1. Les parties, tenant compte de leurs politiques et objectifs économiques respectifs, conviennent de favoriser la coopération en matière de politique industrielle dans tous les domaines qu'elles jugent appropriés, en particulier en vue d'améliorer la compétitivité des petites et moyennes entreprises (PME), entre autres de la manière suivante :

a) en échangeant des informations et en partageant des expériences sur la création de conditions cadre favorables à l'amélioration de la compétitivité des PME et sur les procédures relatives à la création de PME;

b) en promouvant les contacts entre opérateurs économiques, en encourageant les investissements communs et en mettant en place des coentreprises et des réseaux d'information, notamment dans le cadre de programmes en vigueur;

c) en facilitant l'accès aux moyens de financement et à la commercialisation, en communiquant des informations et en stimulant l'innovation;

d) en facilitant les activités mises en place par des PME des deux parties;

e) en promouvant la responsabilité sociale des entreprises et leur obligation de rendre des comptes et en encourageant des pratiques commerciales responsables, notamment en matière de consommation et de production durables.

2. Les parties facilitent les activités de coopération pertinentes mises en place par leurs secteurs privés respectifs.

Article 12
Fiscalité

En vue de renforcer et de développer les activités économiques tout en tenant compte de la nécessité d'élaborer un cadre réglementaire approprié, les parties reconnaissent les principes de transparence, d'échange d'informations et de concurrence fiscale loyale et s'engagent à les appliquer dans le domaine fiscal. À cet effet, conformément à leurs compétences respectives, elles améliorent la coopération internationale dans le domaine fiscal, facilitent la perception de recettes fiscales légitimes et mettent en place des mesures visant à la bonne mise en œuvre des principes susmentionnés.

Article 13
Douanes

Les parties coopèrent dans le domaine douanier sur une base bilatérale et multilatérale. À cet effet, elles partagent notamment leurs expériences et étudient les possibilités de simplifier les procédures, renforcer la transparence et développer la coopération. Elles recherchent également une convergence de vues et une action commune dans le cadre des instances internationales compétentes.

Article 14
Politique de la concurrence

1. Les parties encouragent une concurrence loyale dans le domaine des activités économiques en appliquant intégralement leurs législations et réglementations relatives à la concurrence.

2. En vue d'atteindre l'objectif fixé au paragraphe 1^{er} du présent article et conformément à l'accord conclu entre le gouvernement de la République de Corée et la Communauté européenne concernant la coopération en matière de pratiques anticoncurrentielles, les parties s'engagent à coopérer de la manière suivante :

a) en reconnaissant l'importance du droit de la concurrence et des autorités de la concurrence et en s'efforçant d'appliquer la loi de manière proactive afin de créer un environnement favorable à la concurrence loyale;

b) en échangeant des informations et en renforçant la coopération entre les autorités de la concurrence.

Article 15
Société de l'information

1. Reconnaissant que les technologies de l'information et de la communication sont des éléments essentiels de la vie moderne et qu'elles sont d'une importance vitale pour le développement économique et social, les parties conviennent d'échanger leurs vues sur leurs politiques respectives dans ce domaine.

2. La coopération dans ce domaine est axée, entre autres, sur :

a) un échange de vues sur les différents aspects de la société de l'information, en particulier les politiques et réglementations sur les communications électroniques, notamment le service universel, les licences individuelles et les autorisations générales, la protection de la vie privée et des données à caractère personnel, de même que l'indépendance et l'efficacité de l'autorité de régulation;

b) l'interconnexion et l'interopérabilité des réseaux et des services de recherche, y compris dans un cadre régional;

c) la normalisation et la diffusion de nouvelles technologies de l'information et de la communication;

d) la promotion de la coopération en matière de recherche entre les parties dans le domaine des technologies de l'information et de la communication;

e) les questions et aspects liés à la sécurité des technologies de l'information et de la communication, notamment la promotion de la sécurité en ligne, la lutte contre la cybercriminalité et les abus dans le domaine des technologies de l'information et de toute forme de médias électroniques.

3. La coopération entre entreprises est encouragée.

Article 16
Science et technologie

Les parties encouragent, développent et facilitent les activités de coopération menées dans les domaines de la science et de la technologie à des fins pacifiques, conformément à l'accord de coopération scientifique et technologique conclu entre la Communauté européenne et le gouvernement de la République de Corée.

Article 17
Énergie

1. Les parties reconnaissent l'importance du secteur énergétique pour le développement économique et social et s'efforcent, dans le cadre de leurs compétences respectives, de renforcer la coopération dans ce domaine en vue de :

a) diversifier leurs sources d'énergie pour renforcer la sécurité énergétique et développer des formes d'énergie nouvelles, durables, innovantes et renouvelables, et notamment les biocarburants, la biomasse, les énergies éoliennes et solaires ainsi que la production d'électricité d'origine hydraulique;

b) soutenir le développement de politiques visant à rendre les énergies renouvelables plus concurrentielles;

c) parvenir à une utilisation rationnelle de l'énergie à travers une contribution des parties prenantes tant au niveau tant de l'offre que de la demande en encourageant l'efficacité énergétique lors de la production, du transport et de la distribution de l'énergie ainsi que lors de son utilisation finale;

d) promouvoir les transferts de technologie en vue d'une production durable de l'énergie et d'une efficacité énergétique;

e) œuvrer en faveur du renforcement des capacités et de la facilitation des investissements dans le domaine énergétique en tenant compte des principes de transparence, de non-discrimination et de compatibilité des marchés;

f) promouvoir la concurrence dans le secteur énergétique;

g) procéder à un échange de vues sur l'évolution des marchés mondiaux de l'énergie, et notamment sur l'incidence de celle-ci sur les pays en développement.

2. À cet effet, les parties œuvrent, en fonction des besoins, à la promotion des activités de coopération suivantes, en particulier par l'intermédiaire de cadres régionaux et internationaux :

a) coopération en matière d'élaboration des stratégies énergétiques et d'échange d'informations relatives aux politiques énergétiques;

b) échange d'informations sur l'état de la situation et les tendances sur le marché de l'énergie ainsi que dans les secteurs industriel et technologique;

c) réalisation d'études et de recherches conjointes;

d) augmentation des échanges commerciaux et des investissements dans le secteur de l'énergie.

Article 18
Transports

1. Les parties s'efforcent de coopérer dans tous les secteurs appropriés de la politique des transports, y compris en matière de politique intégrée des transports, en vue d'améliorer la circulation des marchandises et des passagers, de promouvoir la sûreté et la sécurité maritime et aérienne ainsi que la protection de l'environnement et d'augmenter l'efficacité de leurs systèmes de transport.

2. La coopération entre les parties dans ce secteur vise à favoriser :

a) des échanges d'informations sur leurs politiques et pratiques de transport respectives, notamment pour ce qui est du transport urbain, rural, fluvial, aérien et maritime, y compris leur logistique et l'interconnexion et l'interopérabilité des réseaux multimodaux de transport, ainsi que la gestion des routes, des chemins de fer, des ports et des aéroports;

b) un dialogue et des actions conjointes dans des domaines d'intérêt commun du secteur du transport aérien – notamment en ce qui concerne l'accord sur certains aspects des services aériens et l'examen des possibilités de développer davantage les relations – ainsi que la coopération technique et en matière de réglementation, sur des questions touchant à la sûreté et à la sécurité aérienne, l'environnement, la gestion du trafic aérien, l'application du droit de la concurrence et la réglementation économique du secteur du transport aérien, en vue d'encourager l'harmonisation de la réglementation et l'élimination des obstacles à l'activité économique. Sur cette base, les parties envisagent une coopération plus approfondie dans le domaine de l'aviation civile;

c) la coopération en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le secteur des transports;

d) la coopération au sein d'enceintes internationales s'occupant de transports;

e) la mise en œuvre de normes de sécurité et de sûreté et de normes relatives à la prévention de la pollution, notamment en ce qui concerne le transport maritime et l'aviation, conformément aux conventions internationales applicables aux deux parties, et notamment la coopération au sein des enceintes internationales compétentes, dans le but d'assurer une meilleure application des règlements internationaux.

3. En ce qui concerne la navigation mondiale par satellite à usage civil, les parties coopèrent conformément à l'accord de coopération relatif à un système de navigation mondiale par satellite (GNSS) à usage civil conclu entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part.

Article 19
Politique relative aux transports maritimes

1. Les parties s'engagent à se rapprocher de l'objectif d'un accès illimité aux marchés et à la circulation maritimes internationaux fondés sur le principe d'une concurrence loyale sur une base commerciale, conformément aux dispositions du présent article.

2. En vue d'atteindre l'objectif fixé au paragraphe 1^{er}, les parties :

a) s'abstiennent d'introduire des dispositions relatives au partage des cargaisons dans leurs futurs accords bilatéraux avec des pays tiers concernant les services de transport maritime, y compris le vrac sec et liquide et le trafic de lignes régulières, et ne font pas jouer de telles clauses lorsqu'elles existent dans des accords bilatéraux précédents;

b) s'abstiennent de mettre en vigueur, après l'entrée en vigueur du présent accord, des mesures administratives, techniques et législatives qui pourraient avoir pour effet d'établir une distinction entre leurs ressortissants ou entreprises et ceux de l'autre partie lors de la fourniture de services de transport maritime international;

c) octroient aux navires exploités par des ressortissants ou des sociétés de l'autre partie, un traitement non moins favorable que celui accordé à ses propres navires en ce qui concerne l'accès aux ports ouverts au commerce international, l'utilisation des infrastructures et des services maritimes auxiliaires de ces ports, les droits et taxes, les facilités douanières et l'attribution de postes de mouillage et d'installations de chargement et de déchargement;

d) permettent aux compagnies de transport maritime de l'autre partie d'avoir une présence commerciale sur leurs territoires respectifs aux fins de pratiquer des activités de transport maritime dans des conditions d'établissement et d'exploitation non moins favorables que celles accordées à leurs propres sociétés, ou aux filiales ou succursales de sociétés d'un pays tiers, si celles-ci sont meilleures.

3. Aux fins du présent article, l'accès au marché maritime international comprend notamment le droit, pour les fournisseurs de services de transport maritime international de chacune des parties, d'organiser des services de transport international porte à porte comportant un trajet maritime et de passer un contrat direct avec des fournisseurs locaux de modes de transport autres que le transport maritime sur le territoire de l'autre partie sans préjudice des restrictions de nationalité applicables en matière de transport de marchandises et de passagers par ces autres modes de transport.

4. Les dispositions du présent article s'appliquent tant aux compagnies de l'Union européenne qu'aux compagnies coréennes. Les compagnies de transport maritime établies hors de l'Union européenne ou de la République de Corée et contrôlées par des ressortissants d'un État membre ou de la République de Corée bénéficient également des dispositions du présent article si leurs navires sont immatriculés dans cet État membre ou dans la République de Corée conformément à la législation en vigueur.

5. Les activités menées par les agences maritimes dans l'Union européenne et de la République de Corée font l'objet d'accords spécifiques s'il y a lieu.

6. Les parties entretiennent un dialogue sur la politique des transports maritimes.

Article 20

Politique des consommateurs

Les parties s'efforcent de coopérer en matière de politique des consommateurs afin de veiller à un haut niveau de protection des consommateurs. Elles conviennent que la coopération dans ce domaine peut notamment, dans la mesure du possible, viser à :

a) renforcer la compatibilité des législations relatives à la protection des consommateurs pour éviter les entraves aux échanges tout en assurant un niveau élevé de protection des consommateurs;

b) promouvoir l'échange d'informations sur les systèmes de protection des consommateurs, notamment en ce qui concerne les législations en la matière, la sécurité des produits, le contrôle de l'application de la législation, l'éducation et le renforcement des moyens d'action des consommateurs et les voies de recours à leur disposition;

c) encourager le développement d'associations indépendantes de consommateurs et de contacts entre représentants des groupements de consommateurs.

TITRE V. — Coopération en matière de développement durable

Article 21

Santé

1. Les parties conviennent d'encourager la coopération et l'échange d'informations entre elles dans les domaines de la santé et de la gestion efficace des problèmes sanitaires transfrontaliers.

2. Les parties s'efforcent d'encourager l'échange d'informations et la coopération mutuelle, entre autres comme suit :

a) échange d'informations sur la surveillance des maladies infectieuses, notamment en ce qui concerne la pandémie de grippe, ainsi que sur l'alerte précoce et les mesures à prendre;

b) échange d'informations sur les stratégies en matière de santé et sur les programmes sanitaires mis en œuvre par les autorités publiques;

c) échanges d'informations sur les politiques de prévention dans le domaine de la santé, telles que les campagnes anti-tabac, la prévention de l'obésité et les mesures de lutte contre les maladies;

d) échange d'informations, dans la mesure du possible, dans le domaine de la sécurité des produits pharmaceutiques et des autorisations de mise sur le marché;

e) échange d'informations, dans la mesure du possible, ainsi que recherche conjointe dans le domaine de la sécurité alimentaire, notamment sur des questions ayant trait à la législation et à la réglementation alimentaires, aux systèmes d'alerte d'urgence, etc.;

f) coopération dans des domaines de la R&D, notamment en ce qui concerne les traitements avancés ainsi que les médicaments novateurs ou orphelins;

g) échange d'informations et coopération relative à la politique de santé en ligne.

3. Les parties s'efforcent d'encourager la mise en œuvre d'accords internationaux relevant du domaine sanitaire tels que le règlement sanitaire international et la convention-cadre pour la lutte antitabac.

Article 22

Emploi et affaires sociales

1. Les parties conviennent de renforcer leur coopération dans le domaine de l'emploi et des affaires sociales, notamment dans le contexte de la mondialisation et de l'évolution démographique. Elles déploient des efforts pour encourager la coopération et l'échange d'informations et d'expériences sur des questions ayant trait à l'emploi et au travail. La coopération peut porter sur la cohésion régionale et sociale, l'intégration sociale, les systèmes de sécurité sociale, l'acquisition de compétences tout au long de la vie, la santé et la sécurité au travail, l'égalité entre hommes et femmes et un travail digne.

2. Les parties réaffirment la nécessité de soutenir une mondialisation qui profite à tous et de promouvoir un plein-emploi productif ainsi qu'un travail digne en tant qu'éléments essentiels d'un développement durable et de la réduction de la pauvreté.

3. Les parties réaffirment leur engagement à respecter, promouvoir et appliquer les normes sociales et du droit du travail reconnues au plan international, définies en particulier par la déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail.

4. La coopération peut notamment revêtir la forme de programmes et projets spécifiques convenus entre les parties ainsi que d'un dialogue, d'une coopération et d'initiatives sur des sujets d'intérêt commun, au niveau bilatéral ou multilatéral.

*Article 23**Environnement et ressources naturelles*

1. Les parties conviennent de la nécessité de préserver et de gérer de manière durable les ressources naturelles et la diversité biologique en tant qu'éléments essentiels au développement des générations actuelles et futures.

2. Elles s'efforcent de continuer et de renforcer leur coopération en matière de protection de l'environnement, y compris dans un contexte régional, en particulier en ce qui concerne :

- a) le changement climatique et l'efficacité énergétique;
- b) la sensibilisation à l'environnement;
- c) la participation à des accords multilatéraux sur l'environnement et la mise en œuvre de ceux-ci, notamment ceux ayant trait à la biodiversité, la biosécurité et la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction;
- d) la promotion des technologies, produits et services relatifs à l'environnement, y compris les systèmes de management environnemental et l'étiquetage écologique;
- e) la prévention des mouvements transfrontaliers clandestins de substances et déchets dangereux et d'autres types de déchets;
- f) le contrôle de la conservation, de la pollution et de la dégradation de l'environnement côtier et marin;
- g) la participation, au niveau local, à la protection de l'environnement en tant qu'élément essentiel du développement durable;
- h) la gestion des sols et des terres;
- i) l'échange d'informations, de savoir-faire et de pratiques.

3. Les résultats du sommet mondial sur le développement durable et la mise en œuvre d'accords multilatéraux pertinents dans le domaine de l'environnement doivent être dûment pris en compte.

*Article 24**Changement climatique*

1. Les parties reconnaissent le défi mondial commun que constitue le changement climatique et la nécessité d'agir pour réduire les émissions afin de stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui préviendrait une interférence anthropogénique dangereuse avec le système climatique. Dans les limites de leurs compétences respectives, et sans préjudice des discussions sur le climat menées dans d'autres enceintes, telles que la convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNECC), les parties renforcent leur coopération dans ce domaine. Cette coopération vise à :

- a) lutter contre le changement climatique, l'objectif global étant une transition rapide vers des sociétés sobres en carbone au moyen d'actions nationales d'atténuation et d'adaptation appropriées;
- b) prôner l'utilisation efficace des ressources, notamment en recourant largement aux meilleures technologies sobres en carbone viables économiquement et en appliquant des normes d'atténuation et d'adaptation;
- c) échanger des compétences techniques et des informations relatives aux avantages et à la structure des systèmes d'échanges de droits d'émission;
- d) renforcer les instruments de financement des secteurs public et privé, notamment en ce qui concerne les mécanismes de marché et les partenariats public-privé qui pourraient contribuer efficacement aux mesures de lutte contre le changement climatique;
- e) collaborer dans le domaine des technologies sobres en carbone, qu'il s'agisse de recherche, de développement, de diffusion, d'utilisation et de transfert, en vue d'atténuer les émissions de gaz à effet de serre tout en maintenant la croissance économique;
- f) échanger, s'il y a lieu, les expériences et les compétences relatives au suivi et à l'analyse des effets des gaz à effet de serre et à la mise sur pied de programmes d'atténuation et d'adaptation;
- g) soutenir, s'il y a lieu, les mesures d'atténuation et d'adaptation des pays en développement, notamment grâce aux mécanismes de flexibilité du protocole de Kyoto.

2. À cet effet, les parties conviennent d'intensifier le dialogue et la coopération aux niveaux politique, stratégique et technique.

*Article 25**Agriculture, développement rural et sylviculture*

Les parties conviennent d'encourager la coopération en matière d'agriculture, de développement rural et de sylviculture. Elles échangent des informations et développent leur coopération sur :

- a) la politique agricole et sylvicole ainsi que les perspectives agricoles et sylvicoles sur le plan international en général;
- b) l'enregistrement et la protection des indications géographiques;
- c) la production biologique;
- d) la recherche dans les domaines agricole et sylvicole;
- e) la politique de développement des zones rurales et, en particulier, la diversification et la restructuration des secteurs agricoles;
- f) l'agriculture durable, la sylviculture et la prise en compte d'exigences environnementales dans la politique agricole;
- g) les liens entre l'agriculture, la sylviculture et l'environnement et la politique de développement des zones rurales;
- h) les activités de promotion en faveur de produits agro-alimentaires;
- i) la gestion durable des forêts afin de prévenir la déforestation et encourager la création de nouvelles superficies boisées, en tenant dûment compte des intérêts des pays en développement qui exportent du bois.

*Article 26**Milieu marin et pêche*

Les parties encouragent la coopération dans le domaine de la pêche et du milieu marin, aux niveaux bilatéral et multilatéral, notamment en vue de promouvoir un développement et une gestion durables et responsables de la pêche et du milieu marin. Cette coopération peut notamment porter sur les domaines suivants :

- a) l'échange d'informations;
- b) le soutien d'une politique durable et responsable à long terme de la pêche et du milieu marin, notamment en matière de conservation et de gestion des ressources côtières et marines; et
- c) le soutien des efforts de prévention et de lutte contre les pratiques de pêche illicite, non déclarée et non réglementée.

*Article 27**Aide au développement*

1. Les parties échangent des informations sur leurs politiques d'aide au développement en vue d'établir un dialogue régulier sur les objectifs de ces politiques et sur leurs programmes respectifs d'aide au développement dans des pays tiers. Elles étudient dans quelle mesure il est possible d'intensifier la coopération, conformément à leurs législations respectives et aux conditions applicables à la mise en œuvre de ces programmes.

2. Les parties réaffirment leur engagement à l'égard de la déclaration de Paris de 2005 sur l'efficacité de l'aide et conviennent de renforcer la coopération en vue d'améliorer les résultats dans le domaine du développement.

**TITRE VI. — Coopération
dans le domaine de la culture et de l'éducation**

*Article 28**Coopération dans les domaines de la culture, de l'information, de la communication, du secteur audiovisuel et des médias*

1. Les parties conviennent de promouvoir la coopération afin de renforcer la compréhension mutuelle et la connaissance de leurs cultures respectives.

2. Les parties s'efforcent de prendre les mesures appropriées afin de promouvoir les échanges culturels ainsi que de réaliser des initiatives conjointes dans ce domaine.

3. Elles conviennent de coopérer étroitement dans les enceintes internationales compétentes, telles que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'ASEM, afin de poursuivre des objectifs communs et de promouvoir la diversité culturelle, en respectant les dispositions de la convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.

4. Les parties étudient les moyens d'encourager les échanges, la coopération et le dialogue entre institutions compétentes dans les domaines de l'audiovisuel et des médias.

*Article 29**Éducation*

1. Les parties reconnaissent la contribution cruciale de l'éducation et de la formation au développement de ressources humaines capables de participer à une économie mondiale fondée sur la connaissance; elles conviennent de leur intérêt commun à coopérer dans les domaines de l'éducation et de la formation.

2. Conformément à leur intérêt commun et aux objectifs de leurs politiques éducatives, les parties s'engagent à encourager ensemble des activités de coopération appropriées dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la jeunesse, l'accent étant mis en particulier sur l'enseignement supérieur. La coopération peut notamment se concrétiser par :

a) un appui à des projets de coopération communs entre établissements d'enseignement et de formation de l'Union européenne et de la République de Corée, en vue de promouvoir l'élaboration des programmes de cours, la mise sur pied de programmes d'études conjoints et la mobilité des étudiants;

b) un dialogue, des études ainsi qu'un échange d'informations et de savoir-faire dans le domaine de la politique éducative;

c) la promotion d'échanges d'étudiants, de membres du corps enseignant et du personnel administratif d'établissements d'enseignement supérieur ainsi que d'animateurs socio-éducatifs, notamment par la mise en œuvre du programme Erasmus Mundus;

d) la coopération dans des domaines éducatifs d'intérêt commun.

**TITRE VII. — Coopération
dans le domaine de la justice, de la liberté et de la sécurité**

*Article 30**État de droit*

Dans la coopération dans le domaine de la justice, de la liberté et de la sécurité, les parties accordent une importance particulière à la promotion de l'État de droit, y compris à l'indépendance du pouvoir judiciaire, à l'accès à la justice et au droit à un procès équitable.

*Article 31**Coopération judiciaire*

1. Les parties conviennent de développer la coopération judiciaire en matière civile et commerciale, en particulier en ce qui concerne la ratification et la mise en œuvre de conventions multilatérales relatives à la coopération judiciaire en matière civile, et notamment des conventions de la Conférence de la Haye de droit international privé relatives à l'entraide judiciaire internationale, au contentieux international et à la protection des enfants.

2. Les parties conviennent de faciliter et d'encourager le recours à l'arbitrage pour résoudre les différends civils et commerciaux privés chaque fois que les instruments internationaux applicables le permettent.

3. En ce qui concerne la coopération judiciaire en matière pénale, les parties s'efforcent de renforcer les mécanismes d'entraide judiciaire et d'extradition. Il s'agit notamment d'adhérer aux instruments internationaux pertinents des Nations Unies, y compris au statut de Rome instituant la Cour pénale internationale, mentionné à l'article 6 du présent accord, et de les mettre en œuvre.

*Article 32**Protection des données à caractère personnel*

1. Les parties conviennent de coopérer afin d'aligner le niveau de protection des données à caractère personnel sur les normes internationales les plus strictes, notamment celles contenues dans les lignes directrices des Nations Unies pour la réglementation des dossiers informatisés de données à caractère personnel (résolution 45/95 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 14 décembre 1990).

2. La coopération en matière de protection des données à caractère personnel peut porter notamment sur les échanges d'informations et de compétences.

*Article 33**Migrations*

1. Les parties conviennent de renforcer et d'approfondir la coopération dans les domaines de l'immigration clandestine, du trafic des migrants et de la traite des êtres humains. Les questions de migrations doivent être intégrées aux stratégies nationales de développement socio-économique des régions dont les migrants sont originaires.

2. Dans le cadre de la coopération visant à prévenir et à contrôler l'immigration clandestine, les parties conviennent de réadmettre leurs ressortissants en séjour illégal sur le territoire de l'autre partie. Elles fournissent à leurs ressortissants les documents d'identité appropriés à cette fin. S'il existe des doutes sur la nationalité d'une personne, elles conviennent d'identifier leurs ressortissants présumés.

3. Les parties s'efforcent de conclure, s'il y a lieu, un accord régissant les dispositions particulières relatives à la réadmission de leurs ressortissants. Cet accord précisera également les conditions applicables aux ressortissants d'autres pays et aux apatrides.

*Article 34**Lutte contre les drogues illicites*

1. Conformément à leurs législations et réglementations respectives, les parties s'efforcent de réduire l'offre, le trafic et la demande de drogues illicites et leur incidence sur les consommateurs de drogue et la société dans son ensemble et de prévenir plus efficacement le détournement des précurseurs de drogue utilisés dans la fabrication illicite de stupéfiants et de substances psychotropes. Dans le cadre de leur coopération, elles veillent à ce qu'une approche globale et équilibrée soit adoptée en vue d'atteindre cet objectif au moyen d'une action et d'une coordination efficaces entre les autorités compétentes, notamment des secteurs de la santé, de l'éducation, des services sociaux, du maintien de l'ordre et de la justice ainsi que d'une réglementation du marché licite.

2. Les parties s'entendent sur les modalités de la coopération à mettre en œuvre en vue de réaliser ces objectifs. Les actions sont basées sur des principes communs relevant des conventions internationales en vigueur dans ce domaine, de la déclaration politique et de la déclaration spéciale sur les orientations à suivre pour réduire la demande de stupéfiants, adoptées par la vingtième session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les drogues de juin 1998.

*Article 35**Lutte contre la criminalité organisée et la corruption*

Les parties conviennent de coopérer et de contribuer à la lutte contre la criminalité organisée, à caractère économique et financier, et contre la corruption, la contrefaçon et les transactions illégales, dans le respect total de leurs obligations mutuelles internationales actuelles dans ce domaine, notamment par une coopération efficace dans le recouvrement d'actifs ou de fonds provenant d'actes de corruption. Elles soutiennent la mise en œuvre de la convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et de ses protocoles additionnels ainsi que de la convention des Nations Unies contre la corruption.

*Article 36**Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme*

1. Les parties conviennent de la nécessité d'œuvrer et de coopérer afin d'empêcher que leurs systèmes financiers ne servent au blanchiment de capitaux provenant d'activités criminelles, notamment du trafic de drogues et de la corruption, et au financement du terrorisme. Cette coopération s'étend au recouvrement d'actifs ou de fonds provenant d'actes criminels.

2. Les parties peuvent échanger des informations utiles dans le cadre de leurs législations respectives et appliquer des normes appropriées pour lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, équivalentes à celles adoptées par les organismes internationaux compétents actifs dans ce domaine, comme le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI).

*Article 37**Lutte contre la cybercriminalité*

1. Les parties renforcent leur coopération en ce qui concerne la prévention et la lutte contre la criminalité dans les domaines de la haute technologie, du cyberspace et de l'électronique, et contre la diffusion d'éléments à contenu terroriste sur l'Internet grâce à un échange d'informations et d'expériences concrètes conformément à leur législation nationale dans les limites de leur responsabilité.

2. Les parties échangent des informations dans les domaines de l'éducation et de la formation d'enquêteurs spécialisés dans la cybercriminalité, de l'enquête sur la cybercriminalité et de la criminalistique numérique.

*Article 38**Coopération entre les services de répression*

Les parties conviennent de coopérer au niveau de leurs autorités, agences et services de répression et de contribuer à l'arrêt et à la disparition des menaces de la criminalité transnationale communes aux deux parties. Cette coopération peut revêtir la forme d'une assistance mutuelle dans les enquêtes, d'un partage des techniques d'investigation, d'une formation et d'un enseignement communs du personnel des services de répression et de tout autre type d'activités et d'assistance conjointes à déterminer d'un commun accord entre les parties.

TITRE VIII. — *Coopération dans d'autres domaines*

Article 39
Tourisme

Les parties s'engagent à établir une coopération dans le domaine du tourisme, afin d'accroître leur compréhension mutuelle et de favoriser un développement équilibré et durable du tourisme.

Cette coopération peut se concrétiser notamment par :

- a) l'échange de renseignements sur des questions d'intérêt commun concernant le tourisme;
- b) l'organisation d'événements touristiques;
- c) des échanges touristiques;
- d) la coopération dans la conservation et la gestion du patrimoine culturel;
- e) la coopération dans le domaine de la gestion touristique.

Article 40
Société civile

Les parties reconnaissent le rôle et la contribution potentielle d'une société civile organisée au processus de dialogue et de coopération prévu dans le cadre du présent accord et conviennent de favoriser un dialogue constructif avec cette même société civile organisée, ainsi que sa participation effective.

Article 41
Administration publique

Les parties conviennent de coopérer en ce qui concerne la modernisation de l'administration publique en échangeant des expériences et les meilleures pratiques et en s'appuyant sur les efforts en cours, dans les domaines ayant trait à :

- a) l'amélioration de l'efficacité organisationnelle;
- b) le renforcement de l'efficacité des institutions en ce qui concerne la prestation de services;
- c) la garantie d'une gestion transparente des finances publiques et la responsabilisation;
- d) l'amélioration du cadre juridique et institutionnel;
- e) la conception et la mise en œuvre de mesures.

Article 42
Statistiques

1. Les parties développent et approfondissent leur coopération en ce qui concerne les problèmes statistiques, contribuant ainsi à l'objectif à long terme d'une communication en temps voulu de données statistiques fiables et comparables au niveau international. Il est prévu que des systèmes statistiques durables, efficaces et professionnellement indépendants fournissent des informations utiles aux citoyens, aux entreprises et aux décideurs des parties, leur permettant de prendre des décisions en connaissance de cause. Les parties doivent, entre autres, échanger des informations et des compétences, et développer leur coopération en tenant compte de l'expérience qu'elles ont déjà accumulée.

La coopération vise à :

- a) réaliser une harmonisation progressive des systèmes statistiques des deux parties;
- b) paramétrer les échanges de données entre les parties en tenant compte des méthodologies pertinentes utilisées au niveau international;
- c) améliorer les capacités professionnelles des agents statistiques afin de leur permettre d'appliquer les normes statistiques pertinentes;
- d) favoriser l'échange d'expériences entre les parties concernant le développement d'un savoir-faire statistique.

2. Leur coopération peut revêtir, entre autres, les formes suivantes : des programmes et des projets spécifiques, convenus d'un commun accord, un dialogue, une coopération et des initiatives sur des sujets d'intérêt commun au niveau bilatéral ou multilatéral.

TITRE IX. — *Cadre institutionnel*

Article 43
Autres accords

1. L'accord-cadre de commerce et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Luxembourg le 28 octobre 1996 et qui est entré en vigueur le 1^{er} avril 2001, est abrogé.

2. Le présent accord actualise et remplace l'accord susmentionné. Toute référence faite à l'accord susmentionné dans un quelconque autre accord conclu entre les parties s'entend comme faite au présent accord.

3. Les parties peuvent compléter le présent accord par la conclusion d'accords spécifiques dans tout domaine de coopération relevant de son champ d'application. De tels accords spécifiques font partie intégrante des relations bilatérales générales régies par le présent accord et font partie d'un cadre institutionnel commun.

4. De la même manière, les accords en vigueur actuellement, relatifs à des domaines de coopération relevant du champ d'application du présent accord, sont considérés comme faisant partie, d'une part, des relations bilatérales générales régies par le présent accord et, d'autre part, d'un cadre institutionnel commun.

Article 44
Comité mixte

1. Les parties établissent, dans le cadre du présent accord, un comité mixte composé, d'une part, de représentants des membres du Conseil de l'Union européenne et de représentants de la Commission européenne et, d'autre part, de représentants de la République de Corée.

2. Des consultations se tiennent dans le cadre du comité mixte pour faciliter la mise en œuvre et pour promouvoir la réalisation des objectifs généraux du présent accord ainsi que pour maintenir une cohérence globale dans les relations et assurer le bon fonctionnement de tout autre accord entre les parties.

3. Le comité mixte a pour mission :

- a) d'assurer le bon fonctionnement du présent accord;
- b) de suivre le développement des relations complètes entre les parties;
- c) de demander, le cas échéant, des informations à d'autres comités ou d'autres instances établis en vertu d'autres accords relevant du cadre institutionnel commun et d'examiner tous les rapports qu'ils lui soumettent;
- d) d'échanger des avis et faire des suggestions sur tout sujet présentant un intérêt commun, notamment les actions futures et les ressources disponibles pour les réaliser;
- e) de définir les priorités au regard des objectifs du présent accord;
- f) de rechercher les moyens propres à prévenir les difficultés qui pourraient surgir dans les domaines couverts par le présent accord;
- g) de résoudre les différends liés à l'application ou à l'interprétation du présent accord par un consensus conformément à l'article 45, paragraphe 3;
- h) d'examiner toutes les informations présentées par l'une des parties concernant la non-exécution des obligations et d'organiser des consultations avec l'autre partie afin de trouver une solution acceptable par les deux parties, conformément à l'article 45, paragraphe 3.

4. Le comité mixte se réunit généralement une fois par an, alternativement à Bruxelles et à Séoul. Des réunions extraordinaires sont convoquées à la demande d'une des parties. La présidence du comité mixte est exercée alternativement par chacune des parties. Il se réunit normalement au niveau des hauts fonctionnaires.

Article 45
Modalités de mise en œuvre

1. Les parties prennent toutes les mesures générales ou particulières nécessaires à l'accomplissement des obligations qui leur incombent en vertu du présent accord et veillent à ce qu'elles respectent les objectifs définis par celui-ci.

2. La mise en œuvre de l'accord fait l'objet d'un consensus et d'un dialogue. Toutefois, en cas de divergence de vues sur l'application ou l'interprétation du présent accord, chaque partie peut saisir le comité mixte.

3. Si une partie considère que l'autre partie n'a pas rempli les obligations qui lui incombent en vertu du présent accord, elle peut prendre des mesures appropriées conformément au droit international. Elle doit préalablement, sauf en cas d'urgence spéciale, fournir au comité mixte tous les éléments d'information nécessaires à un examen approfondi de la situation. Les parties se consultent au sein du comité mixte et, si elles en conviennent, un médiateur nommé par le comité peut faciliter ces consultations.

4. En cas d'urgence spéciale, la mesure est notifiée immédiatement à l'autre partie. À la demande de celle-ci, des consultations sont organisées pendant une période ne dépassant pas vingt (20) jours. À l'issue de cette période, la mesure est applicable. L'autre partie peut demander, dans ce cas-là, un arbitrage conformément à l'article 46, afin d'examiner tous les aspects, ou le fondement, de la mesure.

Article 46
Procédure d'arbitrage

1. Le tribunal arbitral se compose de trois (3) arbitres. Chaque partie désigne un arbitre et le comité mixte, à la demande de l'une ou de l'autre d'entre elles, désigne un troisième arbitre dans les quatorze (14) jours, selon le cas. La désignation d'un arbitre par une partie est immédiatement notifiée par écrit à l'autre partie et transmise par la voie diplomatique. La décision des arbitres est prise à la majorité. Les arbitres s'efforcent de parvenir à une décision dans les plus brefs délais et, en tout état de cause, au plus tard trois (3) mois après la date de leur nomination. Le comité mixte arrête les procédures détaillées pour la conduite accélérée de l'arbitrage.

2. Chaque partie au différend est tenue de prendre les mesures requises pour l'application de la décision des arbitres. Sur demande, ces derniers émettent des recommandations sur les modalités de mise en œuvre de leur décision afin de rétablir l'équilibre entre les droits et les obligations découlant du présent accord.

TITRE X. — Dispositions finales

Article 47
Définition

Aux fins du présent accord, le terme « parties » signifie, d'une part, l'Union européenne ou ses États membres, ou l'Union européenne et ses États membres, selon leurs compétences respectives, et, d'autre part, la République de Corée.

Article 48
Sécurité nationale et divulgation d'informations

Aucune disposition du présent accord ne doit être interprétée de manière à exiger d'une partie qu'elle révèle des informations dont elle considère la divulgation contraire à ses intérêts essentiels en matière de sécurité.

*Article 49**Entrée en vigueur, durée et dénonciation*

1. Le présent accord entre en vigueur le premier jour du mois suivant la date à laquelle les parties se sont notifiées l'accomplissement des procédures juridiques nécessaires à cet effet.

2. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 1^{er}, le présent accord est appliqué à titre provisoire jusqu'à son entrée en vigueur. L'application à titre provisoire commence le premier jour du premier mois suivant la date à laquelle les parties se sont notifiées l'accomplissement des procédures nécessaires.

3. Le présent accord est de durée illimitée. Chaque partie peut notifier par écrit à l'autre partie son intention de le dénoncer. La dénonciation prend effet six mois après la notification à l'autre partie.

*Article 50**Notifications*

Les notifications faites conformément à l'article 49 sont adressées respectivement au secrétariat général du Conseil de l'Union européenne et au ministère des affaires étrangères et du commerce de la République de Corée.

*Article 51**Déclarations et annexes*

Les déclarations et les annexes du présent accord font partie intégrante de celui-ci.

*Article 52**Application territoriale*

Le présent accord s'applique, d'une part, aux territoires où le traité sur l'Union européenne est applicable et dans les conditions prévues par ledit traité et, d'autre part, au territoire de la République de Corée.

*Article 53**Textes faisant foi*

Le présent accord est rédigé en double exemplaire en langue allemande, anglaise, bulgare, danoise, espagnole, estonienne, finnoise, française, grecque, hongroise, italienne, lettone, lituanienne, maltaise, néerlandaise, polonaise, portugaise, roumaine, slovaque, slovène, suédoise, tchèque et coréenne, chacun de ces textes faisant également foi.

Bruxelles, le 20 mars 2015.

La Présidente,

Le Secrétaire

Le Greffier

Pour la Commission Communautaire française :

Bruxelles, le 2 avril 2015.

Fadila LAANAN,
Ministre-Présidente du Collège

Rudi VERVOORT,
Membre du Collège

Cécile JODOGNE,
Membre du Collège

Didier GOSUIN,
Membre du Collège

Céline FREMAULT
Membre du Collège

—————
VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2016/31020]

2 APRIL 2015. — Decreet houdende instemming met het Kaderakkoord tot invoering van een partnership tussen de Europese Unie en haar lidstaten enerzijds en de Republiek Korea anderzijds, aangenomen in Brussel op 10 mei 2010

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, het College, bekrachtigen en verkondigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Dit decreet regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een materie die bedoeld wordt in de artikelen 127 en 128 hiervan.

Art. 2. Het Kaderakkoord tot invoering van een partnership tussen de Europese Unie en haar lidstaten enerzijds, en de Republiek Korea anderzijds, aangenomen in Brussel op 10 mei 2010, zal volkomen gevolg hebben.

Bijlage bij het decreet houdende goedkeuring van het Kaderakkoord tot invoering van een partnership tussen de Europese Unie en haar lidstaten enerzijds, en de Republiek Korea anderzijds, aangenomen in Brussel op 10 mei 2010

Kaderakkoord van partnership tussen de Europese Gemeenschap en haar lidstaten enerzijds, en de Republiek Korea anderzijds

De Europese Unie, hierna genoemd "de Unie",

en

het Koninkrijk België,

de Republiek Bulgarije,

de Republiek Tsjechië,

het Koninkrijk Denemarken,

de Bondsrepubliek Duitsland,

de Republiek Estland,

Ierland

de Helleense Republiek,

het Koninkrijk Spanje,

de Franse Republiek,

de Italiaanse Republiek,

de Republiek Cyprus,

de Republiek Letland,

de Republiek Litouwen,

het Groothertogdom Luxemburg,

de Republiek Hongarije,

Malta,

het Koninkrijk der Nederlanden,

de Republiek Oostenrijk,

de Republiek Polen,

de Portugese Republiek,

Roemenië,

de Republiek Slovenië,

de Slowaakse Republiek,

de Republiek Finland,

het Koninkrijk Zweden,

het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland,

de contracterende partijen bij dit verdrag over de Europese Unie en bij het verdrag over de werking van de Europese Unie, hierna genoemd "de Lidstaten",

enerzijds, en

de Republiek Korea

anderzijds,

hierna collectief genoemd "de partijen",

Overwegende hun traditionele vriendschapsbanden en de historische, politieke en economische banden die hen verenigen;

Herinnerend aan het kaderakkoord van handel en samenwerking tussen de Europese Gemeenschap en haar Lidstaten enerzijds, en de Republiek Korea anderzijds, ondertekend in Luxemburg op 28 oktober 1996 en in werking getreden op 1 april 2001;

Rekening houdend met het versneld proces waardoor de Europese Unie haar eigen identiteit verwerft binnen de domeinen van het buitenlands beleid, evenals veiligheid en gerechtigheid;

Bewust van de toenemende rol en verantwoordelijkheid die de Republiek Korea voor haar rekening neemt bij de internationale gemeenschap;

Het complete karakter benadrukkend van hun relatie en het belang dat de continue inspanningen spelen voor het behoud van een algemene samenhang;

Hun verlangen bevestigend om hun wettige politieke dialoog te behouden en te ontwikkelen, die zich baseert op gedeelde waarden en verlangens;

Uiting gevend aan hun gezamenlijke wil om hun relaties op het vlak van een versterkte partnership te bevorderen, met name binnen de politieke, economische, maatschappelijke en culturele domeinen;

In dat opzicht vastberaden om hun relaties binnen de domeinen van gezamenlijk belang, op bilateraal, regionaal en wereldniveau, en op een basis van gelijkheid, respect voor de soevereiniteit, non-discriminatie en gezamenlijke voordelen te versterken, te verdiepen en veelzijdiger te maken;

Hun standvastige gehechtheid aan de democratische principes en de rechten van de mens herbevestigend, opgesteld in de universele verklaring van de rechten van de mens en in andere relevante internationale instrumenten hieromtrent, evenals aan de principes van de Rechtsstaat en goed bestuur;

Hun vastberadenheid herbevestigend om te strijden tegen de ergste misdrijven die de gehele internationale gemeenschap treffen en hun overtuiging om de daders van de ergste misdrijven op internationale schaal voor het gerecht te dagen door maatregelen op nationaal niveau goed te keuren en door de samenwerking wereldwijd te versterken;

Overwegende dat het terrorisme een bedreiging vormt voor de veiligheid wereldwijd, geleid door de wens om hun dialoog en hun samenwerking in de strijd tegen terrorisme te versterken, overeenkomstig de internationale instrumenten hieromtrent, in het bijzonder de resolutie 1373 van de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties, en herbevestigend dat de naleving van de rechten van de mens de fundamentele basis vormt in de strijd tegen terrorisme;

De overtuiging delend dat toename van massavernietigingswapens en hun overdragers een zware bedreiging vormt voor de internationale veiligheid, de wens van de internationale gemeenschap erkennend om te strijden tegen deze toename zoals de goedkeuring van meerdere internationale overeenkomsten en resoluties van de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties aantonen, in het bijzonder van resolutie 1540, en de wens erkennend om hun dialoog en hun samenwerking binnen dit domein te versterken;

De noodzaak erkennend van een versterkte samenwerking binnen de domeinen van het recht, de vrijheid en de veiligheid;

In dat opzicht, wordt er aan herinnerend dat de bepalingen van het akkoord dat deel uitmaakt van het derde deel, titel V, van het verdrag over de werking van de Europese Unie, het Verenigd Koninkrijk en I^eland verbinden als aparte contracterende partijen en niet als deel van de Europese Unie, totdat de Europese Unie (in voorkomend geval) aan de Republiek Korea bekendmaakt dat één van deze twee staten voortaan vanwege deze kwesties wordt verbonden als zijnde Lid van de Europese Unie, overeenkomstig het Protocol over de positie van het Verenigd Koninkrijk en I^eland, bijgevoegd bij het verdrag over de Europese Unie en bij het verdrag over de werking van de Europese Unie, en dat dezelfde opmerking van toepassing is op Denemarken, overeenkomstig het overeenkomstig protocol dat bijgevoegd is bij voornoemde verdragen;

Hun verlangen erkennend om de duurzame ontwikkeling te bevorderen binnen de economische, maatschappelijke en milieudimensies;

Hun vastberadenheid uitend om een verhoogd niveau van milieubescherming te verzekeren en om samen te werken in de strijd tegen de klimaatsverandering;

Herinnerend aan hun steun ten voordele van een rechtvaardige globalisering, doelstellingen van een volledige en productieve werkgelegenheid en een gepast werk voor iedereen;

Erkennend dat de handelsuitwisselingen en de investeringsstromen tussen de partijen, die georganiseerd werden op basis van wereldwijde regels die het handelssysteem regelen onder toezicht van de Wereldhandelsorganisatie (WHO), welvarend waren;

Verlangende naar het verzekeren en het bevorderen van de voorwaarden die nodig zijn voor de groei en voor de duurzame ontwikkeling van handelsuitwisselingen en investeringen tussen de partijen, in ieders belang, met name door een zone van vrije uitwisseling in te voeren;

Overeenstemmend over de noodzaak om gezamenlijke inspanningen te leveren teneinde het hoofd te bieden aan wereldproblemen zoals terrorisme, zware misdrijven met internationale reikwijdte, de toename van massavernietigingswapens en hun overdragers, de klimaatsverandering, de energetische en grondstoffenonzekerheid, armoede en de financiële crisis;

Vastberaden de samenwerking te versterken binnen de domeinen van gezamenlijk belang, met name de bevordering van democratische principes en de naleving van de rechten van de mens, de strijd tegen de toename van massavernietigingswapens, de strijd tegen de illegale handel van wapens van een klein kaliber en lichte wapens, het nemen van maatregelen tegen de zwaarste misdrijven die de hele internationale gemeenschap treffen, de strijd tegen terrorisme, de samenwerking in regionale en internationale organisaties, handel en investeringen, de dialoog over het economisch beleid, de samenwerking tussen bedrijven, de fiscaliteit, de douanes, het concurrentiebeleid; de informatiemaatschappij, de wetenschap en de technologie, de energie, het transport, het beleid met betrekking tot maritiem transport, het consumentenbeleid, de gezondheid, de tewerkstelling en de maatschappelijke zaken, het milieu en de natuurlijke grondstoffen, de klimaatsverandering, de landbouw, de landelijke ontwikkeling en de bosbouw, de zeegrondstoffen en de visvangst, de hulp bij ontwikkeling, de cultuur, het informeren, de communicatie, de audiovisuele sector en de media, de educatie, de Rechtsstaat, de juridische samenwerking, de beveiliging van persoonlijke gegevens, de migraties, de strijd tegen illegale drugs, de strijd tegen de georganiseerde misdaad en corruptie, de strijd tegen het witwassen van geld en de financiering van terrorisme, de strijd tegen de cybercriminaliteit, het behoud van de orde, het toerisme, de burgermaatschappij, de openbare administratie en de statistieken;

Bewust van het belang om de deelname te vergemakkelijken aan de samenwerking van personen en entiteiten die direct betrokken zijn, en voornamelijk de economische operatoren en hun representatieve organisaties;

Erkennend dat het wenselijk is om de rol en het profiel van elk van de twee partijen te versterken in de regio van de ander en om de interpersoonlijke contacten tussen hen aan te moedigen;

Zijn het volgende overeengekomen:

TITEL I. — Grondslag en toepassingsveld

Artikel 1

Grondslag van de samenwerking

1. De partijen bevestigen hun gehechtheid aan de democratische principes, aan de rechten van de Mens en aan de fundamentele vrijheden, evenals aan de Rechtsstaat. De naleving van de democratische principes, de rechten van de Mens en de fundamentele vrijheden die beschreven staan in de universele Verklaring van de rechten van de Mens en in andere internationale instrumenten met betrekking tot de rechten van de Mens, die het principe van de Rechtsstaat weerspiegelen, vormen de basis van de interne en internationale beleidslijnen van de twee partijen en vormen een essentieel aspect van dit akkoord.

2. De partijen bevestigen hun gehechtheid aan het Handvest van de Verenigde Naties en hun steun ten voordele van de gezamenlijke waarden die hierin worden uitgedrukt.

3. De partijen herbevestigen hun wens om de duurzame ontwikkeling te bevorderen in al haar vormen, om de economische groei te stimuleren, om bij te dragen aan de verwezenlijking van doelstellingen op het vlak van ontwikkeling die bepaald werden op internationaal vlak en om samen te werken om de milieuproblemen op wereldvlak te verhelpen, in het bijzonder de klimaatsverandering.

4. De partijen herbevestigen ook hun gehechtheid aan de principes van goed bestuur en van de strijd tegen corruptie, rekening houdend met hun internationale verplichtingen in het bijzonder.

5. De partijen benadrukken hun gezamenlijke gehechtheid aan het volledige karakter van de bilaterale betrekkingen en aan het behoud van een algemene samenhang in dit opzicht.

6. De partijen komen overeen om hun betrekkingen op het niveau van een versterkte partnership te verdiepen en om de samenwerkingsdomeinen op bilateraal, regionaal en wereldniveau te ontwikkelen.

7. De uitvoering van dit akkoord tussen partijen die dezelfde waarden delen en dezelfde principes naleven baseert zich bijgevolg op de dialoog, het gezamenlijk respect, een rechtvaardige partnership, het multilateralisme, de consensus en de naleving van het internationaal recht.

Artikel 2

Doelstellingen van de samenwerking

1. Met het oog op het versterken van hun samenwerking, zetten de partijen zich in om hun beleidsdialoog te intensiveren en om hun economische betrekkingen te ontwikkelen. Hun inspanningen beogen in het bijzonder:

a) het zich toekennen van een toekomstvisie betreffende de versterking van hun partnership en de invoering van gezamenlijke projecten bedoeld om deze visie uit te voeren;

b) het leiden van een reglementaire beleidsdialoog;

c) het bevorderen van de collectieve inspanningen in alle bevoegde ruimten en regionale en internationale organisaties, teneinde te beantwoorden aan de problemen op wereldvlak;

d) het bevorderen van de economische samenwerking in de domeinen van gezamenlijk belang, en in het bijzonder de samenwerking in het domein van de wetenschappen en de technologie, teneinde de uitwisselingen ter wederzijds voordeel te gevarieerder te maken;

e) het bevorderen van de samenwerking tussen ondernemingen door de investeringen van beide kanten te vergemakkelijken en door meer gezamenlijk begrip te bevorderen;

f) het bevorderen van de respectievelijke deelname van elke partij aan de samenwerkingsprogramma's die openstaan voor de andere partij;

g) het versterken van de rol en het profiel van beide partijen in de regio van de ander, via diverse middelen zoals culturele uitwisselingen, het gebruik van informatietechnologieën en educatie;

h) het bevorderen van de interpersoonlijke contacten en het wederzijds begrip.

2. Op basis van hun langdurige partnership en hun gezamenlijke waarden, zetten de partijen zich in om hun samenwerking en hun dialoog voor alle kwesties van gezamenlijk belang te versterken. Hun inspanningen beogen in het bijzonder:

a) het versterken van de beleidsdialoog en de samenwerking, in het bijzonder met betrekking tot de rechten van de Mens, de afremming van massavernietigingswapens, de lichte wapens en wapens van klein kaliber, de zwaarste misdrijven die de internationale gemeenschap verontrusten en de antiterroristische strijd;

b) het versterken van de samenwerking in alle domeinen van gezamenlijk belang verbonden aan de uitwisselingen en aan de investeringen en de voorwaarden verzekeren voor een duurzame progressie van de uitwisselingen en de investeringen tussen de partijen in hun beider belang;

c) het versterken van de samenwerking in het domein van de economische samenwerking, in het bijzonder de dialoog inzake economisch beleid, de samenwerking tussen ondernemingen, de fiscaliteit, de douanes, het concurrentiebeleid; de informatiemaatschappij, de wetenschap en de technologie, de energie, het transport, het beleid met betrekking tot maritiem transport en het consumentenbeleid;

d) het versterken van de samenwerking in het domein van de duurzame ontwikkeling, in het bijzonder inzake de gezondheid, de tewerkstelling en de maatschappelijke zaken, het milieu en de natuurlijke grondstoffen, de klimaatsverandering, de landbouw, de landelijke ontwikkeling en de bosbouw, de zeegrondstoffen en de visvangst en de hulp bij ontwikkeling;

e) het versterken van de samenwerking in de domeinen van cultuur, informatie, communicatie, de audiovisuele sector en de media, evenals de educatie;

f) het versterken van de samenwerking in de domeinen van justitie, de vrijheid en de veiligheid, in het bijzonder inzake de Rechtsstaat, de juridische samenwerking, de beveiliging van persoonlijke gegevens, de migraties, de strijd tegen illegale drugs, de strijd tegen de georganiseerde misdaad en corruptie, de strijd tegen het witwassen van geld en de financiering van terrorisme, de strijd tegen de cybercriminaliteit en het behoud van de orde;

g) het versterken van de samenwerking in andere domeinen van gezamenlijk belang zoals het toerisme, de burgermaatschappij, de openbare administratie en de statistieken.

TITEL II. — Beleidsdialoog en samenwerking

Artikel 3

Beleidsdialoog

1. Een rechtvaardige beleidsdialoog, gebaseerd op gezamenlijke waarden en verlangens, wordt gevestigd tussen de Republiek Korea en de Europese Unie. Deze vindt plaats overeenkomstig de procedures die overeengekomen werden tussen de Republiek Korea en de Europese Unie.

2. De beleidsdialoog beoogt het volgende:

a) de gehechtheid van de partijen aan de democratie en aan de naleving van de rechten van de Mens en de fundamentele vrijheden benadrukken;

b) de vredesoplossingen bevorderen voor de internationale of regionale conflicten en de versterking van de Verenigde Naties en van andere internationale organisaties;

c) de strategische consultaties versterken over kwesties van internationale veiligheid zoals de beperking van de wapeningen en de ontwapening, de afremming van massavernietigingswapens en de internationale overdracht van conventionele wapens;

d) een denkoefening aangaan over de voornaamste internationale kwesties van gezamenlijk belang door de uitwisseling van relevante informatie te verhogen, zowel tussen de twee partijen als bij de internationale gebouwen;

e) de consultaties versterken over de kwesties die bijzondere aandacht vereisen voor de landen van regio's Azië en de Stille Oceaan, met het oog op het bevorderen van de vrede, de stabiliteit en de welvaart in de twee regio's.

3. De dialoog tussen de partijen vindt plaats via contacten, uitwisselingen en consultaties en worden in het bijzonder geconcretiseerd door:

- a) topontmoetingen voor de leiders, die zullen plaatsvinden telkens de partijen dit nodig achten;
- b) jaarlijkse consultaties op ministerieel niveau, die zullen plaatsvinden op een plaats die overeengekomen wordt door de partijen;
- c) informatievergaderingen voor de topambtenaren over de voornaamste evenementen van de nationale of internationale media;
- d) sectorale dialogen over kwesties van gezamenlijk belang;
- e) delegatie-uitwisselingen tussen het Europees Parlement en de nationale Vergadering van de Republiek Korea.

Artikel 4

Strijd tegen de toename van massavernietigingswapens

1. De partijen zijn van mening dat de toename van massavernietigingswapens en hun overdragers, ten gunste van staten of niet-statelijke entiteiten, één van de grootste bedreigingen vormen voor de internationale stabiliteit en veiligheid.

2. De partijen komen bijgevolg overeen om samen te werken en om bij te dragen aan de strijd tegen de toename van de massavernietigingswapens en hun overdragers door de respectievelijke juridische verplichtingen die hun momenteel zijn opgelegd inzake de ontwapening en de afremming en andere relevante instrumenten die ze hebben aangenomen volledig ten uitvoer te brengen. Ze zijn het erover eens om te erkennen dat deze bepaling een essentieel element vormt van huidig akkoord.

3. De partijen zijn bovendien overeengekomen om samen te werken en bij te dragen tot de strijd tegen de toename van massavernietigingswapens en hun overdragers:

- a) door maatregelen te nemen met het oog op de ondertekening of de bekrachtiging van alle andere relevante internationale instrumenten, of er toe toe te treden, in voorkomend geval, en met het oog op de volledige uitvoering hiervan;
- b) door een efficiënt systeem in te voeren van nationale controle van de uitvoer, bestemd om de toename van massavernietigingswapens en de verbonden goederen en technologieën te voorkomen, bestaande uit een controle van het uiteindelijke gebruik ervan. Bovendien zijn er effectieve civiele en strafrechtelijke sancties aan verbonden in geval van overtreding bij de exportcontroles.

4. De partijen komen overeen dat hun beleidsdialoog deze elementen zal vergezellen en versterken.

Artikel 5

Lichte wapens en wapens van een klein kaliber

1. De partijen erkennen dat de illegale vervaardiging, overdracht en circulatie van lichte wapens en wapens van een klein kaliber, de munitie ervan inbegrepen, en de buitensporige accumulatie, het gebrekkige beheer, de onvoldoende beveiligde stocks en de niet-gecontroleerde verspreiding van deze wapens een zware bedreiging blijven vormen voor de vrede en de internationale veiligheid.

2. De partijen besluiten hun respectievelijke verplichtingen uit te voeren met het oog op de strijd tegen de illegale handel van lichte wapens en wapens van een klein kaliber, de munitie ervan inbegrepen, binnen het kader van internationale instrumenten, met name het actieprogramma van de Verenigde Naties met het oog op het voorkomen, het bestrijden en het ongedaan maken van de onwettige handel van lichte wapens in al zijn vormen, maar ook in het kader van het internationaal instrument dat de Staten tracht toe te laten om over te gaan tot de snelle en betrouwbare identificatie en tracering van onwettige lichte wapens en wapens van een klein kaliber, evenals in het kader van de verplichtingen die voortkomen uit de resoluties van de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties.

3. De partijen engageren zich om samen te werken en om de coördinatie, de complementariteit en de synergie te verzekeren van hun inspanningen in de strijd tegen de illegale handel van lichte wapens en wapens van een klein kaliber, de munitie ervan inbegrepen, op wereld-, regionaal, subregionaal en nationaal niveau.

Artikel 6

De zwaarste misdrijven die de internationale gemeenschap verontrusten

1. De partijen herbevestigen dat de zwaarste misdrijven die de internationale gemeenschap bezighouden niet ongestraft zouden moeten blijven en dat de repressie effectief moet worden verzekerd door het nemen van nationale maatregelen en door de internationale samenwerking te versterken indien dit noodzakelijk is, vooral met het Internationaal Strafhof. Ze besluiten de universaliteit en de integriteit van het Statuut van Rome volledig te steunen door het Internationaal Strafhof en verwante instrumenten op te richten.

2. De partijen erkennen het gunstige karakter van een dialoog over dit onderwerp.

Artikel 7

Samenwerking inzake de strijd tegen terrorisme

1. De partijen, die het belang van de strijd tegen terrorisme herbevestigen en overeenkomstig de toepasbare internationale verdragen, vooral op het vlak van internationaal humanitair recht en de internationale wetgeving inzake de rechten van de mens en inzake vluchtelingen, evenals overeenkomstig hun respectievelijke wetgevingen en reglementeringen, en rekening houdende met de wereldstrategie tegen het terrorisme die aangenomen werd door de algemene Vergadering van de Verenigde Naties in haar resolutie nr.60/288 van 8 september 2006, besluiten samen te werken voor de preventie en de uitroeiing van terroristische handelingen.

2. De partijen werken in het bijzonder samen:

- a) in het kader van de uitvoering van de resoluties van de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties en de van de respectievelijke verplichtingen die hun worden opgelegd op grond van andere relevante internationale verdragen en instrumenten;
- b) via een uitwisseling van informatie over de terroristische groepen en hun ondersteunende netwerken, overeenkomstig het internationaal en nationaal recht;
- c) via uitwisselingen van gedachten over de gebruikte middelen en methoden om te strijden tegen het terrorisme, voornamelijk op technisch vlak en inzake opleiding, en via uitwisselingen van ervaring binnen het domein van de preventie van terrorisme;

d) door de internationale consensus over de strijd tegen het terrorisme te verdiepen, met inbegrip van de juridische definitie van terroristische handelingen, in voorkomend geval, en door in het bijzonder te werken aan de uitwerking van een akkoord over het algemeen verdrag tegen het internationaal terrorisme;

e) door de beste praktijken te delen inzake de verdediging van de rechten van de mens bij de strijd tegen terrorisme.

TITEL III. — Samenwerking binnen de regionale en internationale organisaties

Artikel 8

Samenwerking binnen de regionale en internationale organisaties

De partijen zetten zich in om samen te werken en om hun gedachten uit te wisselen binnen de regionale en internationale instanties en organisaties zoals de Verenigde Naties, de Internationale Arbeidsorganisatie (IAO), de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling (OESO), de Wereldhandelsorganisatie, de Ontmoeting Azië-Europa (ASEM) en het regionaal Forum van ANASE (FRA).

TITEL IV. — Samenwerking op het vlak van economische ontwikkeling

Artikel 9

Handel en investeringen

1. De partijen zetten zich in om samen te werken teneinde de voorwaarden te verzekeren die nodig zijn voor de duurzame toename en de uitbreiding van uitwisselingen en investeringen tussen de partijen, in hun wederzijds belang, en teneinde deze te bevorderen. De partijen zetten zich in om te overleggen en om de samenwerking te versterken in alle domeinen van gezamenlijk belang verbonden aan de handelsuitwisselingen en aan de investeringen, teneinde de duurzame uitwisselings- en investeringsstromen te vergemakkelijken, de obstakels voor handel en investeringen te voorkomen en op te heffen en teneinde het multilateraal handelssysteem te laten avanceren.

2. Hiertoe brengen de partijen hun samenwerking ten uitvoer in het domein van de uitwisselingen en de investeringen door middel van het akkoord dat een vrij-uitwisselingszone instelt. Voornoemd akkoord is een specifiek akkoord dat de handelsbepalingen van het huidige akkoord effectief maakt, overeenkomstig artikel 43.

3. De partijen houden zich geïnformeerd over de evolutie van de bilaterale en internationale uitwisselingen, over de investeringen en over de strategieën en problemen op dit vlak en ze gaan over tot gedachte-uitwisselingen.

Artikel 10

Dialogo over het economisch beleid

1. De partijen stemmen overeen om de dialoog tussen hun autoriteiten te versterken en om de uitwisseling van informatie en het delen van ervaringen over beleidslijnen en de macro-economische tendensen te bevorderen.

2. De partijen stemmen overeen om de dialoog en de samenwerking te versterken teneinde de boekhouding, de audit en de supervisie- en reglementeringssystemen te verbeteren in de domeinen van de bank en verzekering, evenals in andere segmenten van de financiële sector.

Artikel 11

Samenwerking tussen ondernemingen

1. De partijen, rekening houdend met hun respectievelijke beleidslijnen en economische doelstellingen, komen overeen om de samenwerking inzake industrieel beleid te bevorderen binnen alle domeinen die zij nodig achten, in het bijzonder met het oog op de verbetering van de concurrentiekracht van de kleine en middelgrote ondernemingen (KMO), onder andere op volgende manier:

a) door informatie uit te wisselen en door ervaringen te delen over de creatie van kadervoorwaarden die gunstig zijn voor de verbetering van de concurrentiekracht van KMO's en over de procedures met betrekking tot de oprichting van KMO's;

b) door de contacten te bevorderen tussen economische operatoren, door de gezamenlijke investeringen te bevorderen en door co-ondernemingen en informatienetwerken op te richten, in het bijzonder in het kader van programma's die van kracht zijn;

c) door de toegang tot de financieringsmiddelen en tot de handelsmiddelen te vergemakkelijken, door informatie te communiceren en door innovatie te stimuleren;

d) door de activiteiten te vergemakkelijken die doorgevoerd worden door de KMO's van de twee partijen;

e) door de sociale verantwoordelijkheid te bevorderen van de ondernemingen en hun plicht om rekenschap te geven en door verstandige handelspraktijken aan te moedigen, voornamelijk inzake verbruik en duurzame productie.

2. De partijen vergemakkelijken de relevante samenwerkingsactiviteiten die doorgevoerd werden door hun respectievelijke privésectoren.

Artikel 12

Fiscaliteit

Met het oog op het versterken en de ontwikkeling van economische activiteiten, en dit rekening houdend met de noodzaak om een geschikt reglementair kader uit te werken, erkennen de partijen de principes van transparantie, informatie-uitwisseling en eerlijke fiscale concurrentie. De partijen zetten zich in om deze principes toe te passen binnen het fiscale domein. Hiertoe, overeenkomstig hun respectievelijke bevoegdheden, verbeteren ze de internationale samenwerking binnen het fiscale domein, vergemakkelijken ze de inning van legitieme fiscale inkomsten en voeren ze maatregelen in die de goede uitvoer beogen van de voornoemde principes.

Artikel 13

Douanes

De partijen werken op een bilaterale en multilaterale basis samen binnen het domein van de douanes. Hiertoe delen ze voornamelijk hun ervaringen en bestuderen ze de mogelijkheden om de procedures te vereenvoudigen, om de transparantie te versterken en om de samenwerking te ontwikkelen. Ze onderzoeken tevens een toenadering van standpunten en een gezamenlijke actie in het kader van de bevoegde internationale instanties.

Artikel 14
Concurrentiebeleid

1. De partijen moedigen eerlijke concurrentie aan binnen het domein van de economische activiteiten door integraal hun wetgevingen en reglementeringen betreffende concurrentie toe te passen.

2. Met het oog op het behalen van de doelstelling bepaald in lid 1 van dit artikel en overeenkomstig het akkoord dat gesloten werd tussen de regering van de Republiek Korea en de Europese Gemeenschap betreffende de samenwerking inzake anticoncurrentiële praktijken, zetten de partijen zich in om op de volgende manier samen te werken:

a) door het belang te erkennen van het concurrentierecht en van de mededingingsautoriteiten en door zich in te spannen om de wet op een proactieve manier toe te passen teneinde een gunstig klimaat te creëren voor eerlijke concurrentie;

b) door informatie uit te wisselen en door de samenwerking tussen de mededingingsautoriteiten te versterken.

Artikel 15
Informatiemaatschappij

1. De partijen, die erkennen dat de informatietechnologieën en communicatietechnologieën belangrijke elementen zijn van het moderne leven en dat ze van vitaal belang zijn voor de economische en maatschappelijke ontwikkeling, stemmen in met het uitwisselen van hun standpunten over hun respectievelijke beleidslijnen binnen dit domein.

2. De samenwerking binnen dit domein is onder meer gericht op:

a) een uitwisseling van standpunten over de verschillende aspecten van de informatiemaatschappij, in het bijzonder de beleidslijnen en de reglementeringen over de elektronische communicatie, met name de universele dienst, de individuele licenties en de algemene autorisaties, de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en van gegevens van persoonlijke aard, net zoals de onafhankelijkheid en de doeltreffendheid van de regulerende instantie;

b) de interconnectie en de interoperabiliteit van de netwerken en de onderzoeksdiensten, ook in een gewestelijk kader;

c) de normalisatie en de verspreiding van nieuwe informatie- en communicatietechnologieën;

d) de bevordering van de samenwerking inzake onderzoek tussen de partijen binnen het domein van de informatie- en communicatietechnologieën;

e) de kwesties en aspecten verbonden aan de veiligheid van de informatie- en communicatietechnologieën, met name de bevordering van de online veiligheid, de strijd tegen cybercriminaliteit en het misbruik binnen het domein van de informatietechnologieën en van alle vormen van elektronische media.

3. De samenwerking tussen ondernemingen wordt aangemoedigd.

Artikel 16
Wetenschap en technologie

De partijen stimuleren, ontwikkelen en vergemakkelijken de samenwerkingsactiviteiten die gevoerd worden binnen het domein van de wetenschap en de technologie voor vreedzame doeleinden, overeenkomstig het wetenschappelijk en technologisch samenwerkingsakkoord dat gesloten werd tussen de Europese Gemeenschap en de Regering van de Republiek Korea.

Artikel 17
Energie

1. De partijen erkennen het belang van de energiesector voor de economische en maatschappelijke ontwikkeling en ze zetten zich in, in het kader van hun respectievelijke bevoegdheden, om de samenwerking binnen dit domein te versterken met het oog op:

a) het variëren van hun energiebronnen om de energiezekerheid te versterken en om nieuwe, duurzame, innoverende en hernieuwbare energievormen te ontwikkelen, en voornamelijk de biobrandstoffen, de biomassa, de wind- en zonne-energie, evenals de elektriciteitsproductie van hydraulische oorsprong;

b) het ondersteunen van de ontwikkeling van beleidslijnen die de hernieuwbare energieën meer concurrerend trachten te maken;

c) het bereiken van een rationeel gebruik van de energie via een bijdrage van de belanghebbende partijen, zowel op het vlak van het aanbod als van de vraag, door de energetische doeltreffendheid te stimuleren tijdens de productie, het transport en de distributie van energie, evenals tijdens het eindgebruik ervan;

d) het bevorderen van de technologie-overdrachten met het oog op een duurzame energieproductie en een energetische doeltreffendheid;

e) het werken ten gunste van de versterking van de capaciteiten en van de vergemakkelijking van de investeringen binnen het energiedomein, rekening houdend met de principes van transparantie, non-discriminatie en compatibiliteit van de markten;

f) het bevorderen van de concurrentie binnen de energiesector;

g) het overgaan naar een uitwisseling van standpunten over de evolutie van de wereldenergiemarkten, en voornamelijk over het effect hiervan op de landen in ontwikkeling.

2. Hiertoe werken de partijen, in functie van de behoeften, aan de bevordering van de volgende samenwerkingsactiviteiten, in het bijzonder via de bemiddeling van gewestelijke en internationale kaders:

a) de samenwerking inzake de uitwerking van energiestrategieën en de uitwisseling van informatie met betrekking tot energiebeleidslijnen;

b) de uitwisseling van informatie over de toestand van de situatie en de tendensen op de energiemarkt, evenals op de industrie- en technologie sectoren;

c) de verwezenlijking van studies en gezamenlijke onderzoeken;

d) de verhoging van de handelsuitwisselingen en van de investeringen binnen de energiesector.

Artikel 18
Transport

1. De partijen spannen zich in om samen te werken in alle relevante sectoren van het transportbeleid, met inbegrip van het geïntegreerd transportbeleid, met het oog op het verbeteren van het goederen- en passagiersvervoer, het bevorderen van de veiligheid en de veiligheid op zee en in de lucht, evenals de bescherming van het milieu en het verhogen van de doeltreffendheid van hun transportsystemen.

2. De samenwerking tussen de partijen binnen deze sector tracht het volgende te bevorderen:

a) de uitwisselingen van informatie over hun respectievelijke transportbeleid en transportpraktijken, voornamelijk wat betreft het stedelijk transport, het landelijk transport, het riviertransport, het luchttransport en het transport ter zee, met inbegrip van hun logistiek, de interconnectie en de interoperabiliteit van de multimodale transportnetwerken, evenals van het beheer van de autowegen, van de spoorwegen, van de havens en van de luchthavens;

b) een dialoog en gezamenlijke acties binnen domeinen van gezamenlijk belang van het luchttransport – met name wat betreft het akkoord over bepaalde aspecten van de luchtdiensten en het onderzoek naar de mogelijkheden om relaties verder te ontwikkelen – evenals de technische samenwerking en de samenwerking inzake de reglementering, over kwesties die in aanraking komen met de veiligheid en de luchtvaartveiligheid, het milieu, het beheer van het luchtverkeer, de toepassing van het mededingingsrecht en de economische reglementering van de sector van het luchtverkeer, met het oog op de bevordering van de harmonisering van reglementering en de eliminatie van obstakels voor de economische activiteit. Op deze basis voorzien de partijen een meer diepgaande samenwerking binnen het domein van de burgerluchtvaart;

c) de samenwerking inzake de vermindering van de uitstoot van broeikasgassen in de transportsector;

d) de samenwerking binnen internationals die zich bezighouden met transport;

e) de uitvoering van veiligheids- en betrouwbaarheidsnormen en normen met betrekking tot de preventie van verontreiniging, voornamelijk op het vlak van scheepvaartverkeer en luchtverkeer, overeenkomstig de internationale verdragen die van toepassing zijn op beide partijen, en met name de samenwerking binnen de bevoegde internationals, met als doel het verzekeren van een betere toepassing van de internationale reglementen.

3. Op het vlak van het wereldwijde satellietnavigatiesysteem voor civiel gebruik, werken de partijen samen overeenkomstig het samenwerkingsakkoord betreffende een wereldwijd satellietnavigatiesysteem (GNSS) voor civiel gebruik dat gesloten werd tussen de Europese Gemeenschap en haar Lidstaten enerzijds, en de Republiek Korea anderzijds.

Artikel 19
Beleid met betrekking tot het scheepvaartverkeer

1. De partijen zetten zich in om de doelstelling te naderen van een ongelimiteerde toegang tot de markten en tot het internationale scheepvaartverkeer gebaseerd op het principe van eerlijke concurrentie op handelsbasis, overeenkomstig de bepalingen van dit artikel.

2. Met het oog op het behalen van de doelstelling bepaald in lid 1, doen de partijen het volgende:

a) ze onthouden zich van het introduceren van bepalingen met betrekking tot de verdeling van ladingen in hun toekomstige bilaterale akkoorden met derde landen betreffende de scheepvaartdiensten, met inbegrip van droge en vloeibare bulkgoederen en het regelmatige lijnverkeer, en laten dergelijke clausules niet meespelen indien ze bestaan in voorgaande bilaterale akkoorden;

b) ze onthouden zich van het in werking stellen, na inwerkingtreding van dit akkoord, van de administratieve, technische en wetgevende maatregelen die als resultaat de invoering zouden kunnen hebben van een onderscheid tussen hun onderdanen of ondernemingen en die van de andere partij tijdens het leveren van internationale scheepvaartdiensten;

c) ze verlenen aan de schepen die geëxploiteerd worden door onderdanen of ondernemingen van de andere partij een behandeling die niet minder gunstig is dan de behandeling die verleend wordt aan de eigen schepen op het vlak van toegang tot de havens die openstaan voor internationale handel, het gebruik van infrastructuur en van de bijkomende scheepvaartdiensten van deze havens, de heffingen en taksen, de douanefaciliteiten en de toekenning van aanlegplaatsen en van installaties voor het laden en lossen;

d) ze staan toe aan de scheepvaartmaatschappijen van de andere partij om commercieel aanwezig te zijn op hun respectievelijke grondgebieden, met als doel het beoefenen van scheepvaartactiviteiten in inrichtings- en exploitatieomstandigheden die niet minder gunstig zijn dan de omstandigheden verleend aan hun eigen ondernemingen, of aan filialen of onderdanen van ondernemingen van een derde land, indien deze beter zijn.

3. Op grond van dit artikel omvat de toegang tot de internationale scheepvaartmarkt met name het recht, voor de leveranciers van internationale scheepvaartdiensten van elk van de partijen, om internationale deur aan deur transportdiensten te organiseren die een zeetraject bevatten en om een rechtstreeks contract te gebruiken met de lokale leveranciers van andere transportwijzen dan het zeetransport op het grondgebied van de andere partij, zonder afbreuk te doen aan de nationaal toepasbare restricties inzake goederen- en passagiersvervoer door deze andere transportwijzen.

4. De bepalingen van dit besluit zijn zowel van toepassing op de maatschappijen van de Europese Unie als op de Koreaanse maatschappijen. De scheepvaartmaatschappijen die opgericht werden buiten de Europese Unie of de Republiek Korea en die gecontroleerd werden door de onderdanen van een Lidstaat of de Republiek Korea genieten eveneens van de bepalingen van dit artikel indien hun schepen geregistreerd zijn in deze Lidstaat of in de Republiek Korea, overeenkomstig de van kracht zijnde wetgeving.

5. De activiteiten die gevoerd worden door de scheepvaartagentschappen in de Europese Unie en in de Republiek Korea, maken, als daar reden toe is, het voorwerp uit van specifieke akkoorden.

6. De partijen onderhouden gesprekken over het scheepvaartbeleid.

Artikel 20
Consumentenbeleid

De partijen spannen zich in om samen te werken inzake het consumentenbeleid, teneinde te waken over een hoog niveau van bescherming van de consumenten. Ze komen overeen dat de samenwerking binnen dit domein in de mate van het mogelijke namelijk het volgende kan beogen:

- a) de versterking van de compatibiliteit van de wetgevingen met betrekking tot de bescherming van de consumenten om handelsbelemmeringen te voorkomen, en dit door een hoog beveiligingsniveau van de consumenten te verzekeren;
- b) de uitwisseling van informatie over de beveiligingssystemen van consumenten bevorderen, met name wat betreft de wetgevingen hieromtrent, de productveiligheid, de controle van de toepassing van de wetgeving, de educatie en de versterking van de actiemiddelen van de consumenten en de beroepsmiddelen tot hun beschikking;
- c) de ontwikkeling van onafhankelijke consumentenverenigingen aanmoedigen en van contacten tussen vertegenwoordigers van consumentengroeperingen.

TITEL V. — Samenwerking inzake duurzame ontwikkeling

Artikel 21
Gezondheid

1. De partijen komen overeen om de samenwerking en de uitwisseling van informatie onderling te bevorderen binnen de domeinen van de gezondheid en het doeltreffend beheer van grensoverschrijdende gezondheidsproblemen.
2. De partijen zetten zich in om de uitwisseling van informatie en de gezamenlijke samenwerking te bevorderen, onder meer zoals volgt:
 - a) uitwisseling van informatie over het toezicht van infectieziektes, met name wat betreft de griep пандemie, evenals over de vroegtijdige alarmering en de te nemen maatregelen;
 - b) uitwisseling van informatie over de strategieën inzake gezondheid en over de gezondheidsprogramma's die worden doorgevoerd door de openbare overheden
 - c) uitwisseling van informatie over het preventiebeleid binnen het domein van de gezondheid, zoals de anti-tabak campagnes, de preventie van obesitas en de maatregelen voor de strijd tegen de ziektes;
 - d) uitwisseling van informatie, in de mate van het mogelijke, binnen het domein van de veiligheid van farmaceutische producten en vergunningen voor het in de handel brengen van deze producten ;
 - e) uitwisseling van informatie, in de mate van het mogelijke, evenals gezamenlijk onderzoek binnen het domein van de voedselveiligheid, met name over kwesties die betrekking hebben op de wetgeving en de voedingsreglementering, op dringende waarschuwingssystemen, enz.
 - f) samenwerking binnen de domeinen van de R&D, met name wat betreft de geavanceerde behandelingen evenals de innovatieve geneesmiddelen of weesgeneesmiddelen;
 - g) uitwisseling van informatie en samenwerking met betrekking tot het online gezondheidsbeleid.
3. De partijen zetten zich in om de uitvoering van internationale akkoorden te bevorderen die voortkomen uit het gezondheidsdomein, zoals het internationale gezondheidsreglement en de kaderovereenkomst voor de anti-tabakstrijd.

Artikel 22
Tewerkstelling en maatschappelijke zaken

1. De partijen komen overeen om hun samenwerking binnen het domein van de tewerkstelling en de maatschappelijke zaken te versterken, met name binnen de context van de globalisering en van de demografische evolutie. Ze spannen zich in om de samenwerking en de uitwisseling te bevorderen van informatie en ervaringen over kwesties die betrekking hebben op tewerkstelling en arbeid. De samenwerking kan slaan op de gewestelijke en maatschappelijke samenhang, de sociale zekerheidssystemen, de levenslange verwerving van competenties, gezondheid en veiligheid op het werk, de gelijkheid tussen mannen en vrouwen en een waardig werk.
2. De partijen herbevestigen de noodzaak om een globalisering te ondersteunen die iedereen ten gunste komt en de noodzaak om een productieve volledige werkgelegenheid te bevorderen, evenals een waardig werk, als zijnde essentiële elementen van een duurzame ontwikkeling en van de verlaging van armoede.
3. De partijen herbevestigen hun engagement om de maatschappelijke normen en de arbeidsrechten die erkend zijn in het internationaal plan, in het bijzonder bepaald door de verklaring van de IAO met betrekking tot de fundamentele arbeidsprincipes en -rechten, te respecteren, te bevorderen en toe te passen.
4. De samenwerking kan namelijk de vorm aannemen van specifieke programma's en projecten die overeen gekomen werden tussen de partijen. Bovendien kan deze ook de vorm aannemen van een dialoog, een samenwerking en initiatieven rond onderwerpen van gezamenlijk belang, op bilateraal of multilateraal niveau.

Artikel 23
Milieu en natuurlijke grondstoffen

1. De partijen erkennen de noodzaak om de natuurlijke grondstoffen en de biologische diversiteit op een duurzame manier te beschermen en te beheren, aangezien dit essentiële elementen zijn voor de ontwikkeling van de huidige en de toekomstige generaties.
2. Ze spannen zich in om verder te gaan en hun samenwerking op het vlak van de bescherming van het leefmilieu te versterken, ook op regionaal niveau en in het bijzonder op het vlak van:
 - a) de klimaatsverandering en de energetische doeltreffendheid;
 - b) de bewustmaking voor het leefmilieu;
 - c) de deelname aan multilaterale akkoorden over het leefmilieu en de uitvoering hiervan, voornamelijk van de akkoorden die betrekking hebben op de biodiversiteit, de bioveiligheid en de overeenkomst over de internationale handel van in het wild met uitsterving bedreigde fauna- en florasorten ;

- d) de bevordering van technologieën, producten en diensten met betrekking tot het milieu, met inbegrip van de milieumanagementsystemen en de ecologische etikettering;
- e) de preventie van illegaal grensoverschrijdend verkeer van gevaarlijke substanties en afval en van andere soorten afval;
- f) de controle van het behoud, de vervuiling en de degradatie van het leefmilieu aan de kust en in zee;
- g) de deelname, op lokaal niveau, aan de bescherming van het leefmilieu als essentieel element van duurzame ontwikkeling;
- h) het beheer van bodems en gronden;
- i) de uitwisseling van informatie, know-how en praktijken.

3. De resultaten van de wereldtop over de duurzame ontwikkeling en de uitvoering van de multilaterale akkoorden die relevant zijn binnen het domein van het leefmilieu, moeten naar behoren in aanmerking genomen worden.

Artikel 24 *Klimaatverandering*

1. De partijen erkennen het gezamenlijke wereldprobleem van de klimaatverandering en de noodzaak om te handelen en de uitstoten te verminderen om de broeikasgasconcentraties in de atmosfeer te verlagen tot een niveau dat een gevaarlijke antropogene interferentie met het klimaatstelsel zou voorkomen. Binnen de grenzen van hun respectievelijke bevoegdheden, en onverminderd de discussies over het klimaat die gevoerd werden binnen andere omkaderingen, zoals de kaderovereenkomst van de Verenigde Naties over de klimaatverandering (UNFCCC), versterken de partijen hun samenwerking binnen dit domein. Deze samenwerking beoogt het volgende:

- a) strijden tegen de klimaatverandering. Het globale doel is een snelle overgang naar koolstofarme ondernemingen door middel van geschikte nationale verminderings- en aanpassingsacties;
- b) het doeltreffende gebruik aanpakken van grondstoffen, voornamelijk door op grote schaal over te gaan tot economisch uitvoerbare koolstofarme technologieën en door de verminderings- en aanpassingsnormen toe te passen;
- c) uitwisselen van technische vaardigheden en van informatie met betrekking tot de voordelen en tot de structuur van de uitwisselingssystemen van emissierechten;
- d) de financieringsinstrumenten van de openbare en privésectoren versterken, voornamelijk op het vlak van de marktmechanismen en de publiek-private partnerships die doeltreffend zouden kunnen bijdragen aan de bestrijdingsmaatregelen in de strijd tegen de klimaatverandering.
- e) samenwerken binnen het domein van de koolstofarme technologieën, of het nu gaat om onderzoek, ontwikkeling, verspreiding, gebruik en overdracht, met het oog op het verminderen van de uitstoot van broeikasgassen, en dit met behoud van de economische groei;
- f) ervaringen en competenties uitwisselen, als daar reden toe is, met betrekking tot de opvolging en de analyse van de broeikaseffecten en tot het opzetten van verminderings- en aanpassingsprogramma's;
- g) de verminderings- en aanpassingsmaatregelen van de ontwikkelingslanden ondersteunen als daar reden toe is, voornamelijk dankzij flexibiliteitsmechanismen van het Kyoto-protocol.

2. Hiertoe komen de partijen overeen om de dialoog en de samenwerking op politiek, strategisch en technisch niveau te versterken.

Artikel 25 *Landbouw, stedelijke ontwikkeling en bosbouw*

De partijen komen overeen om de samenwerking inzake landbouw, stedelijke ontwikkeling en bosbouw te bevorderen. Ze wisselen informatie uit en werken samen aan:

- a) het landbouw- en bosbouwbeleid en de landbouw- en bosbouwvooruitzichten op internationaal vlak in het algemeen;
- b) de registratie en de bescherming van geografische indicaties;
- c) de biologische productie;
- d) het onderzoek binnen de domeinen van de landbouw en de bosbouw;
- e) het ontwikkelingsbeleid van de landbouwzones en in het bijzonder de diversifiëring en de herstructurering van de landbouwsectoren;
- f) duurzame landbouw, bosbouw en het in aanmerking nemen van milieuregels binnen het landbouwbeleid;
- g) de banden tussen landbouw, bosbouw, het milieu en het ontwikkelingsbeleid van de landbouwzones;
- h) de bevorderingsactiviteiten ten gunste van voedingsmiddelen;
- i) het duurzaam beheer van bossen, teneinde ontbossing te voorkomen en de creatie van nieuwe bosoppervlakten te bevorderen, door naar behoren rekening te houden met de belangen van de ontwikkelingslanden die hout exporteren.

Artikel 26 *Mariene milieu en visvangst*

De partijen bevorderen de samenwerking binnen het domein van de visvangst en het mariene milieu, op bilateraal en multilateraal niveau. Dit doen ze voornamelijk met het oog op de bevordering van de duurzame en verantwoordelijke ontwikkeling en beheer van de visvangst en het mariene milieu. Deze samenwerking kan betrekking hebben op de volgende domeinen:

- a) uitwisseling van informatie;
- b) de ondersteuning van een duurzaam en verantwoordelijk beleid op lange termijn inzake visvangst en het mariene milieu, voornamelijk op het vlak van bewaring en beheer van de kust- en zeegrondstoffen; en
- c) de ondersteuning van de preventie-inspanningen en de strijd tegen praktijken van illegale, niet aangegeven en niet reglementaire visvangst.

Artikel 27
Hulp bij ontwikkeling

1. De partijen wisselen informatie uit over hun beleidslijnen inzake hulp bij ontwikkeling, teneinde een reglementaire dialoog te voeren over de doelstellingen van deze beleidslijnen en over hun respectievelijke programma's voor de hulp bij ontwikkeling in derdewereldlanden. Ze bestuderen in welke mate het mogelijk is om de samenwerking te versterken, overeenkomstig hun respectievelijke wetgevingen en de voorwaarden die van toepassing zijn op de uitvoering van deze programma's.

2. De partijen herbevestigen hun engagement ten opzichte van de verklaring van Parijs van 2005 over de doeltreffendheid van de hulp. Ze komen overeen om de samenwerking te versterken met het oog op de verbetering van de resultaten binnen het domein van de ontwikkeling.

TITEL VI. — Samenwerking
binnen het domein van cultuur en educatie

Artikel 28
Samenwerking binnen het domein van cultuur,
informatie, communicatie, de audiovisuele sector en media

1. De partijen komen overeen om de samenwerking te bevorderen, teneinde het gezamenlijk begrip en de kennis van hun respectievelijke culturen te versterken.

2. De partijen spannen zich in om geschikte maatregelen te nemen om de culturele uitwisselingen te bevorderen en om gezamenlijke initiatieven binnen dit domein te realiseren.

3. Ze komen overeen om nauw samen te werken binnen de internationaal bevoegde instellingen, zoals de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur (UNESCO) en de Aziatisch-Europese Vergadering (ASEM), teneinde gezamenlijke doelstellingen na te streven en de culturele diversiteit te bevorderen, en dit door de bepalingen na te leven van de overeenkomst van de UNESCO over de bescherming en de bevordering van de diversiteit van de culturele uitingen.

4. De partijen bestuderen de middelen om de uitwisselingen, de samenwerking en de dialoog tussen bevoegde instellingen te bevorderen binnen de domeinen van de audiovisuele sector en de media.

Artikel 29
Educatie

1. De partijen erkennen de cruciale bijdrage van educatie en opleiding aan de ontwikkeling van menselijke middelen die in staat zijn om deel te nemen aan een wereldeconomie die gebaseerd is op kennis; Ze erkennen hun gezamenlijke interesse om samen te werken binnen de domeinen van educatie en opleiding.

2. De partijen engageren zich om samen geschikte samenwerkingsactiviteiten te bevorderen binnen de domeinen van educatie, opleiding en jeugd, waarbij de nadruk voornamelijk gelegd wordt op hoger onderwijs, en dit alles overeenkomstig hun gezamenlijke belangen en de doelstellingen van hun beleidslijnen op het vlak van educatie. De samenwerking kan voornamelijk geconcretiseerd worden door:

a) hulp bij gezamenlijke samenwerkingsprojecten tussen onderwijsinstellingen en opleidingsinstellingen van de Europese Unie en van de Republiek Korea, met het oog op de bevordering van de uitwerking van lesprogramma's, het opzetten van gezamenlijke studieprogramma's en de mobiliteit van studenten;

b) een dialoog, onderzoeken en een uitwisseling van informatie en knowhow binnen het domein van het beleid inzake educatie;

c) de bevordering van de uitwisseling van studenten, van leden van het onderwijzend team, van het administratief personeel van instellingen voor hoger onderwijs en van socio-educatieve animatoren, voornamelijk via de uitvoering van het Erasmusprogramma Mundus;

d) de samenwerking binnen educatieve domeinen van gezamenlijk belang.

TITEL VII. — Samenwerking
binnen het domein van justitie, vrijheid en veiligheid

Artikel 30
Rechtsstaat

Bij de samenwerking binnen het domein van Justitie, vrijheid en veiligheid, hechten de partijen bijzonder belang aan de bevordering van de Rechtsstaat, en dus ook aan de onafhankelijkheid van de gerechtelijke macht, de toegang tot justitie en het recht op een rechtvaardig proces.

Artikel 31
Gerechtelijke samenwerking

1. De partijen stemmen overeen om de gerechtelijke samenwerking in burgerlijke en handelszaken te ontwikkelen, in het bijzonder op het vlak van de bekrachtiging en de uitvoering van multilaterale overeenkomsten met betrekking tot de gerechtelijke samenwerking in burgerzaken, en in het bijzonder van overeenkomsten van de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht met betrekking tot wederzijdse internationale rechtshulp, internationale geschillen en de bescherming van kinderen.

2. De partijen stemmen overeen om het beroep op arbitrage te vergemakkelijken en te bevorderen om de private civiele en handelsgeschillen op te lossen, telkens de internationale toepasbare instrumenten dit toelaten.

3. Op het vlak van de gerechtelijke samenwerking inzake strafzaken, spannen de partijen zich in om de mechanismen van gerechtelijke wederzijdse hulp en uitlevering te versterken. Het gaat met name om het instemmen met en het uitvoeren van de internationale relevante instrumenten van de Verenigde Naties, met inbegrip van het statuut van Rome tot aanstelling van het internationaal Strafhof, vermeld in artikel 6 van huidig akkoord.

*Artikel 32**Bescherming van de persoonsgegevens*

1. De partijen komen overeen om samen te werken om het beschermingsniveau van de persoonsgegevens in overeenstemming te brengen met de strengste internationale normen, met name die uit de richtlijnen van de Verenigde Naties voor de reglementering van de gedigitaliseerde dossiers van persoonsgegevens (resolutie 45/95 van de algemene Vergadering van de Verenigde Naties van 14 december 1990).

2. De samenwerking inzake de bescherming van persoonsgegevens kan in het bijzonder betrekking hebben op de uitwisseling van informatie en bevoegdheden.

*Artikel 33**Migraties*

1. De partijen komen overeen om de samenwerking binnen de domeinen van de illegale migratie, de smokkel van migranten en de handel van mensen te versterken en te verdiepen. De migratiekwesties moeten worden geïntegreerd in de nationale strategieën van socio-economische ontwikkeling van de regio's waarvan de migranten afkomstig zijn.

2. In het kader van de samenwerking die de illegale immigratie tracht te voorkomen en te controleren, komen de partijen overeen om hun staatsburgers die illegaal verblijven op het grondgebied van een andere partij weer toe te laten. Ze leveren hun staatsburgers identiteitsdocumenten af die hiertoe geschikt zijn. Indien er twijfels bestaan over de nationaliteit van een persoon, dienen de partijen hun vermoedelijke staatsburgers te identificeren.

3. De partijen spannen zich in om eventueel een akkoord te sluiten dat de bijzondere bepalingen regelt met betrekking tot het opnieuw toelaten van hun staatsburgers. Dit akkoord zal ook de voorwaarden bepalen die van toepassing zijn op de staatsburgers van andere landen en op staatlozen.

*Artikel 34**Strijd tegen illegale drugs*

1. Overeenkomstig hun respectievelijke wetgevingen en reglementeringen, spannen de partijen zich in om het aanbod van, de handel van en de vraag naar illegale drugs en hun invloed op de druggebruikers en de maatschappij in zijn geheel te verminderen en om doeltreffender de misbruik te voorkomen van voorlopers van drugs die gebruikt worden bij de illegale vervaardiging van psychotrope verdovende middelen en substanties. In het kader van hun samenwerking, waken de partijen erover dat er een globale en evenwichtige benadering wordt toegepast met het oog op het bereiken van deze doelstelling door middel van een doeltreffende actie en coördinatie tussen de bevoegde overheden, in het bijzonder binnen de sectoren van gezondheid, educatie, sociale diensten, het behoud van de openbare orde en van justitie, maar ook via een reglementering van de legale markt.

2. De partijen zijn het eens over de modaliteiten van de samenwerking die op poten gezet moet worden om deze doelstellingen te bereiken. De acties zijn gebaseerd op gezamenlijke principes die voortkomen uit internationale overeenkomsten die van kracht zijn binnen dit domein, uit de beleidsverklaring en uit de bijzondere beleidsverklaring over de te volgen lijnen om de vraag naar verdovende middelen te verminderen, aangenomen door de twintigste bijzondere zitting van de algemene Vergadering van de Verenigde Naties van juni 1998 over drugs.

*Artikel 35**Strijd tegen de georganiseerde misdaad en corruptie*

De partijen komen overeen om samen te werken en bij te dragen aan de strijd tegen de georganiseerde misdaad, van economische of financiële aard, en tegen corruptie, vervalsing en illegale transacties, in totale naleving van hun wederzijdse internationale verplichtingen die momenteel gelden binnen dit domein, in het bijzonder via een doeltreffende samenwerking bij het innen van activa of fondsen die afkomstig zijn van corrupte handelingen. Ze ondersteunen de uitvoering van de overeenkomst van de Verenigde Naties tegen de georganiseerde transnationale misdaad en van de aanvullende protocollen en de overeenkomst van de Verenigde Naties tegen corruptie.

*Artikel 36**Strijd tegen het witwassen van kapitaal en de financiering van terrorisme*

1. De partijen erkennen de noodzaak om zich in te spannen en samen te werken, teneinde te vermijden dat hun financiële systemen gebruikt worden voor het witwassen van kapitaal afkomstig uit criminele activiteiten, in het bijzonder drughandel, corruptie en de financiering van terrorisme. Deze samenwerking is van toepassing bij de inning van activa of fondsen afkomstig van criminele handelingen.

2. De partijen kunnen nuttige informatie uitwisselen in het kader van hun respectievelijke wetgevingen en ze kunnen geschikte normen toepassen om te strijden tegen het witwassen van kapitaal en de financiering van terrorisme, overeenkomstig aan de normen die goedgekeurd werden door de internationaal bevoegde instellingen die actief zijn binnen dit domein, zoals de Financial Action Task Force (FATF).

*Artikel 37**Strijd tegen de cybercriminaliteit*

1. De partijen versterken hun samenwerking op het vlak van de preventie van en de strijd tegen criminaliteit binnen de domeinen van de hightech, de cyberspace en de informatica en tegen de verspreiding van elementen met een terroristische inhoud op het Internet dankzij een uitwisseling van concrete informatie en ervaringen overeenkomstig hun nationale wetgeving binnen de grenzen van hun verantwoordelijkheid.

2. De partijen wisselen informatie uit binnen de domeinen van de educatie en de vorming van gespecialiseerde onderzoekers inzake cybercriminaliteit, het verhoor over cybercriminaliteit en digitale criminaliteit.

*Artikel 38**Samenwerking tussen de repressiediensten*

De partijen komen overeen om samen te werken op het niveau van hun overheden, agentschappen en repressiediensten en om bij te dragen aan het stoppen en het verdwijnen van bedreigingen van transnationale criminaliteit voor beide partijen. Deze samenwerking kan de vorm aannemen van wederzijdse assistentie bij onderzoeken, van het delen van onderzoekstechnieken, van een gezamenlijke vorming en opleiding van het personeel van de repressiediensten en van elke andere soort van activiteiten en gezamenlijke assistentie die bepaald moet worden door een gezamenlijk akkoord tussen de partijen.

TITEL VIII. — *Samenwerking binnen andere domeinen**Artikel 39*
Toerisme

De partijen zetten zich in om een samenwerking door te voeren binnen het domein van toerisme, teneinde hun wederzijds begrip te verbeteren en een evenwichtige en duurzame ontwikkeling van het toerisme te bevorderen.

Deze samenwerking kan met name geconcretiseerd worden door:

- a) de uitwisseling van informatie over kwesties van gezamenlijk belang betreffende het toerisme;
- b) de organisatie van toeristische evenementen;
- c) toeristische uitwisselingen;
- d) de samenwerking bij het behoud en het beheer van het cultureel erfgoed;
- e) de samenwerking binnen het domein van het toerismebeheer.

Artikel 40
Civiele samenleving

De partijen erkennen de rol en de mogelijke bijdrage van een georganiseerde civiele samenleving aan het proces van dialoog en van de samenwerking die voorzien wordt in het kader van huidig besluit. Ze komen bovendien overeen om een constructieve dialoog te bevorderen met deze georganiseerde civiele samenleving, evenals haar effectieve deelname.

Artikel 41
Openbaar bestuur

De partijen stemmen overeen om samen te werken op het vlak van de modernisering van het openbaar bestuur, en dit door ervaringen en de beste praktijken uit te wisselen en door voort te bouwen op de lopende inspanningen, binnen de domeinen die betrekking hebben op:

- a) de verbetering van de organisationele doeltreffendheid;
- b) de versterking van de doeltreffendheid van de instellingen inzake de prestatie van diensten;
- c) de garantie op een transparant beheer van de openbare financiën en de responsabilisering;
- d) de verbetering van het juridisch en institutioneel kader;
- e) het creëren en het doorvoeren van maatregelen.

Artikel 42
Statistieken

1. De partijen ontwikkelen en versterken hun samenwerking op het vlak van statistische problemen. Zo dragen ze bij aan de doelstelling om op lange termijn te beschikken over de kennisgeving van tijdige betrouwbare en vergelijkbare statistische gegevens op internationaal niveau. Er wordt voorzien dat duurzame, doeltreffende en professioneel onafhankelijke statistische systemen nuttige informatie leveren aan de burgers, de ondernemingen en de beleidsmakers van de partijen, door hen toe te laten om beslissingen te nemen met kennis van zaken. De partijen moeten onder andere informatie en bevoegdheden uitwisselen, en hun samenwerking ontwikkelen door rekening te houden met de ervaringen die ze reeds hebben verzameld.

De samenwerking tracht:

- a) een geleidelijke harmonisering te realiseren van de statistische systemen van de beide partijen;
- b) de uitwisselingen van gegevens tussen de partijen parametriseren door rekening te houden met de relevante methodologieën die gebruikt worden op internationaal niveau;
- c) de beroeps capaciteiten van de statistische medewerkers verbeteren teneinde hen toe te laten om de relevante statistische normen toe te passen;
- d) de uitwisseling van ervaringen bevorderen tussen de partijen inzake de ontwikkeling van een statistische knowhow.

2. Hun samenwerking kan onder andere den volgende vormen aannemen: specifieke programma's en projecten, overeengekomen via een gezamenlijk akkoord, een dialoog, een samenwerking en initiatieven over onderwerpen van gezamenlijk belang op bilateraal en multilateraal niveau.

TITEL IX. — *Institutioneel kader**Artikel 43*
Andere akkoorden

1. Het kaderakkoord van handel en samenwerking tussen de Europese Gemeenschap en haar Lidstaten enerzijds en de Republiek Korea anderzijds, ondertekend te Luxemburg op 28 oktober 1996 en van kracht gegaan op 1 april 2001, wordt opgeheven.

2. Huidig akkoord actualiseert en vervangt bovenvermeld akkoord. Elke referentie naar het bovenvermeld akkoord in een willekeurig ander akkoord dat gesloten werd tussen de partijen, wordt beschouwd als een referentie naar huidig akkoord.

3. De partijen kunnen huidig akkoord vervolledigen via het sluiten van specifieke akkoorden binnen elk samenwerkingsdomein dat voortvloeit uit haar toepassingsveld. Dergelijke specifieke akkoorden maken integraal deel uit van algemene bilaterale betrekkingen die geregeld worden door huidig akkoord en deel uitmaken van een gezamenlijk institutioneel kader.

4. Op dezelfde manier worden ook de akkoorden die momenteel van kracht zijn, met betrekking tot samenwerkingsdomeinen die voortvloeien uit het toepassingsveld van huidig akkoord, beschouwd als zijnde enerzijds een deel van de algemene bilaterale betrekkingen die geregeld worden door huidig akkoord en anderzijds van een gezamenlijk institutioneel kader.

Artikel 44
Gemengd comité

1. De partijen richten, in het kader van huidig akkoord, een gemengd comité op dat enerzijds bestaat uit vertegenwoordigers van de leden van de Raad van de Europese Unie en vertegenwoordigers van de Europese Commissie en anderzijds uit vertegenwoordigers van de Republiek Korea.

2. Er worden consultaties gehouden in het kader van het gemengd comité om de doorvoering te vergemakkelijken en om de realisatie van algemene doelstellingen van huidig akkoord te bevorderen, evenals om een globale samenhang te behouden bij de betrekkingen en de goede werking te verzekeren van elk ander akkoord tussen de partijen.

3. Het gemengd comité heeft als opdracht:

a) om de goede werking van huidig akkoord te verzekeren;

b) om de ontwikkeling op te volgen van de volledige betrekkingen tussen de partijen;

c) om, in voorkomend geval, informatie te vragen aan andere comités of instanties die opgericht zijn krachtens andere akkoorden die voortkomen uit het gezamenlijk institutioneel kader en alle verslagen te onderzoeken die deze laatsten indienen bij het comité;

d) om adviezen uit te wisselen en suggesties te doen over alle onderwerpen van gezamenlijk belang, in het bijzonder toekomstige acties en de beschikbare middelen om deze acties te realiseren;

e) om de prioriteiten te bepalen ten opzichte van de doelstellingen van huidig akkoord;

f) om de eigen middelen te zoeken die nodig zijn om moeilijkheden te voorkomen die zouden kunnen opduiken binnen de domeinen die gedekt worden door huidig akkoord;

g) om de geschillen op te lossen die verbonden zijn aan de toepassing of de interpretatie van huidig besluit via een consensus overeenkomstig artikel 45, paragraaf 3;

h) om alle informatie te onderzoeken die uiteengezet wordt door één van de partijen inzake de niet-naleving van verplichtingen en om consultaties te organiseren met de andere partij, teneinde een toelaatbare oplossing voor de beide partijen te vinden, overeenkomstig artikel 45, paragraaf 3.

4. Het gemengd comité komt normaal gezien eenmaal per jaar samen, afwisselend in Brussel en Seoul. Er wordt opgeroepen tot uitzonderlijke vergaderingen op vraag van één van de partijen. Het voorzitterschap van het gemengd comité wordt afwisselend uitgeoefend door elk van de partijen. Het komt normaal gezien toe aan een persoon op niveau van de hoge functionarissen.

Artikel 45
Uitvoeringsmodaliteiten

1. De partijen nemen alle algemene of bijzondere maatregelen die nodig zijn voor de voltooiing van de verplichtingen die hen toekomen krachtens huidig akkoord en waken erover dat ze de doelstellingen naleven die bepaald werden door dit akkoord.

2. De uitvoering van het akkoord maakt het voorwerp uit van een consensus en een dialoog. In geval van meningsverschil over de toepassing of de interpretatie van huidig akkoord, kan elke partij echter beroep doen op het gemengd comité.

3. Als een partij van mening is dat een andere partij zijn opgelegde verplichtingen krachtens huidig akkoord niet heeft ingelost, kan deze gepaste maatregelen nemen overeenkomstig het internationaal recht. Vooraf moet deze partij, behalve in geval van bijzondere urgentie, alle nodige informatiestukken die nodig zijn voor een grondig onderzoek van de situatie verschaffen aan het gemengd comité. De partijen plegen overleg bij het gemengd comité en indien ze hiermee instemmen, kan een bemiddelaar die benoemd wordt door het comité de consultaties vergemakkelijken.

4. In geval van bijzondere urgentie wordt de maatregel onmiddellijk bekendgemaakt aan de andere partij. Op vraag van deze partij zullen er consultaties worden georganiseerd gedurende een periode van maximaal twintig (20) dagen. Aan het einde van deze periode wordt de maatregel van toepassing. In dat geval kan de andere partij om arbitrage verzoeken overeenkomstig artikel 46, teneinde alle aspecten of de grondslag van de maatregel te onderzoeken.

Artikel 46
Arbitrageprocedure

1. Het Arbitragehof bestaat uit drie (3) arbiters. Elke partij benoemt een arbiter en het gemengd comité benoemt, op vraag van de ene of andere arbiter, een derde arbiter binnen de veertien (14) dagen, al naargelang het geval. De benoeming van een arbiter door een partij wordt onmiddellijk schriftelijk ter kennis gebracht aan de andere partij en overgemaakt langs diplomatieke weg. De arbiters beslissen bij meerderheid van stemmen. De arbiters streven ernaar om zo snel mogelijk tot een beslissing te komen en dit hoe dan ook ten laatste drie (3) maanden na datum van hun benoeming. Het gemengd comité arresteert de gedetailleerde procedures voor het snelle verloop van de arbitrage.

2. Elke partij bij het geschil dient de maatregelen te treffen die voor de uitvoering van de beslissing van de arbiters noodzakelijk zijn. De arbiters doen desgevraagd aanbevelingen voor de uitvoering van hun beslissing, teneinde het evenwicht van rechten en verplichtingen in het kader van huidig akkoord te herstellen.

TITEL X. — Eindbepalingen*Artikel 47
Definitie*

Voor de toepassing van huidig besluit wordt onder de term “partijen” verstaan: enerzijds de Europese Unie of haar Lidstaten, of de Europese Unie en haar Lidstaten, overeenkomstig hun respectievelijke bevoegdheden, en anderzijds de Republiek Korea.

*Artikel 48
Staatsveiligheid en openbaarmaking van informatie*

Geen van de bepalingen van huidig akkoord mag op zodanige wijze worden geïnterpreteerd dat zij een partij verplicht tot het verstrekken van informatie waarvan zij de openbaarmaking ervan tegenstrijdig beschouwt met haar fundamentele belangen inzake veiligheid.

*Artikel 49
Inwerkingtreding, duur en opzegging*

1. Huidig akkoord treedt in werking op de eerste dag van de eerste maand die volgt op de datum waarop de partijen elkaar hebben ingelicht over de voltooiing van de hiertoe nodige juridische procedures.

2. Onverminderd de bepalingen uit paragraaf 1, wordt huidig akkoord tijdelijk van toepassing tot aan zijn inwerkingtreding. De tijdelijke toepassing begint op de eerste dag van de eerste maand die volgt op de datum waarop de partijen elkaar hebben ingelicht over de voltooiing van de nodige procedures.

3. Huidig akkoord is van onbepaalde duur. Iedere partij kan zijn wens om het akkoord op te zeggen schriftelijk kennisgeven aan de andere partij. De opzegging wordt van kracht zes maanden na de bekendmaking aan de andere partij.

*Artikel 50
Kennisgevingen*

De kennisgevingen overeenkomstig artikel 49 worden respectievelijk gericht aan het algemeen secretariaat van de Raad van de Europese Unie en aan het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Handel van de Republiek Korea.

*Artikel 51
Verklaringen en bijlagen*

De verklaringen en de bijlagen van huidig akkoord maken integrerend deel uit van dit akkoord.

*Artikel 52
Territoriale toepassing*

Dit artikel is enerzijds van toepassing op de grondgebieden waar het Verdrag over de Europese Unie van toepassing is en onder de voorwaarden die voorzien worden door dit verdrag en anderzijds op het grondgebied van de Republiek Korea.

*Artikel 53
Gelijkelijk authentieke teksten*

Deze overeenkomst is opgesteld in twee exemplaren in de volgende talen: Duits, Engels, Bulgaars, Deens, Spaans, Ests, Fins, Frans, Grieks, Hongaars, Italiaans, Lets, Litouws, Maltees, Nederlands, Pools, Portugees, Roemeens, Slovaaks, Sloveens, Zweeds, Tsjechisch en Koreaans. Al deze teksten zijn gelijkelijk authentiek.

Brussel, 20 maart 2015.

De Voorzitter,

De Secretaris

De Griffier

Voor de Franse Gemeenschapscommissie :

Brussel, 2 april 2015.

Fadila LAANAN,
Minister-president van het College
Rudi VERVOORT,
Collegelid
Cécile JODOGNE,
Collegelid
Didier GOSUIN,
Collegelid
Céline FREMAULT
Collegelid